

Un Document de Politique Conjoint

IMPACTS DU CONFLIT AU MOYEN ORIENT SUR LES ECONOMIES AFRICAINES

13 APRIL 2026

Sommaire

Messages clés	1
1. Introduction.....	5
2. Principaux canaux de transmission de l'impact du conflit sur l'Afrique	6
2.1 Les chocs sur les prix des matières premières.....	6
2.2 Perturbations de la logistique du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement.....	9
2.3 Flux de capitaux et investissements.....	12
3. Impacts sur la croissance mondiale et africaine et la stabilité macroéconomique.....	16
3.1 Impacts sur la croissance économique.....	16
3.2 Impacts sur l'inflation et la dépréciation du taux de change.....	17
3.3 Impacts dans les différentes régions d'Afrique	18
4. Impacts socio-économiques du conflit au Moyen-Orient sur l'Afrique	22
5. Risques géopolitiques et sécuritaires liés au conflit	24
6. Analyse de scénarios de l'impact du conflit	26
6.1. Le conflit est résolu en un à trois mois.....	26
6.2. Conflit prolongé, de trois à six mois ou plus	26
7. Recommandations de politiques.....	28
7.1 Actions de politique à court terme.....	29
7.2. Actions politiques à moyen et long terme.....	30
7.3. Réponses de politiques au niveau national et vulnérabilité différenciée	34
8. Conclusion.....	35
9. Annexes	37

Liste des Tableaux

Tableau A. 1 : Notations de risque des pays africains	38
Tableau A. 2 : Prix des matières premières, 12 février - 23 mars 2026	39
Tableau A. 3 : Prix à la pompe des carburants dans certains pays africains, 23 février comparé au 23 mars 2026	40
Tableau A. 4 : Importations de pétrole, 2020 – 2024	41
Tableau A. 5 : Performance de certains marchés boursiers africains, 12 février – 23 mars 2026	43
Tableau A. 6 : Aide publique au développement (APD) à l'Afrique (millions USD), 2020–2024	44
Tableau A.7. a : Mesures initiales prises par les pays	45
Tableau A.7. b : Matrice de notation de la vulnérabilité par pays	55

Liste des Figures

Figure 1 : Trafic maritime à travers le détroit d'Ormuz, 1er janvier – 22 mars 2026	6
Figure 2 : Indices sélectionnés des prix des matières premières (27 février 2026 = 100)	7
Figure 3: Prix réel du pétrole brut Brent (en dollars américains par baril), janvier 1980 – février 2026	7
Figure 4 : Prix mondial de l'urée (USD par tonne), janvier – mars 2026	8
Figure 5 : Prix mondial de l'urée (USD par tonne), janvier – mars 2026	9
Figure 6 : Part du commerce maritime mondial transitant par le détroit d'Ormuz (moyenne hebdomadaire avant le 28 février 2026)	10
Figure 7 : Taux mondiaux de fret des conteneurs (FBX13), 19 décembre 2025–20 mars 2026	10
Figure 8 : Perturbations des routes maritimes mondiales : corridor détroit d'Ormuz – Cap de Bonne-Espérance	11
Figure 9 : Importations totales de l'Afrique en 2024, par origine	12
Figure 10 : Indice de volatilité des marchés (VIX), 23 juin 2025 – 20 mars 2026	12
Figure 11: Évolution des taux de change dans certains pays africains, 27 février–23 mars 2026	18
Figure A. 1 : Prix du pétrole et du gaz naturel, 12 février – 23 mars 2026	37
Figure A. 2 : Prix de l'or (USD par once troy), 12 février – 23 mars 2026	38

Liste des Abréviations

MASF	Mécanisme de stabilité financière africain
NAFA	La nouvelle architecture financière de l'Afrique
CUA	Commission de l'Union Africaine
RCA	République Centrafricaine
IFD	Institution de financement du développement
RDC	République Démocratique du Congo
UE	Union européenne
APD	Aide publique au développement
BAD	Groupe de la Banque Africaine de Development
BMD	Banque multilatérale de développement
BMD	Banque multilatérale de développement
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CNUCED	Organisation des Nations Unies pour le commerce et le développement
EAU	Émirats arabes unis
ETTIM	Développement économique, commerce, tourisme, industrie et ressources minérales
FAD	Fonds Africain de Développement
FBX13	Indice Freightos Baltic
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GNL	Pétrole et gaz naturel liquéfié
HNWI	Individus Fortunés
IFD	Institutions de financement du développement
mb/j	million de barrels par jour
MEO	Rapport sur les performances et les perspectives macroéconomiques
NNPC	Compagnie nationale nigériane du pétrole
OMC	Organisation mondiale du commerce
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PEA	Perspectives Economiques Africaines
PGRF	Fonction de gestion des risques
PIB	Produit Intérieur Brute
PMR	Pays membres régionaux

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDVP	Complexe régional de développement, d'intégration et de prestation de services
REC	Communauté économique régionale
SNVP	Complexe de la vice-présidence principale
USA	États-Unis d'Amérique
VIX	Indice de volatilité des marchés
WEF	Forum économique mondial
WTI	West Texas Intermediate
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

Remerciements

Cette note de politique sur les Impacts du Conflit au Moyen Orient sur les Economies Africaines a été préparé par un groupe de travail conjoint dirigé par les économistes en chef du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), du Programme des Nations Unies pour le développement – Bureau régional pour l'Afrique (PNUD) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Ce groupe de travail est composé de : Kevin Chika Urama, économiste en chef et vice-président (BAD) ; Raymond Gilpin, économiste en chef et chef de l'équipe d'analyse stratégique et de recherche, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique ; Hanan Morsy, secrétaire exécutive adjointe et économiste en chef (CEA) ; Anthony Simpasa, directeur du Département des politiques macroéconomiques, des prévisions et de la recherche (BAD) ; Stephen Karingi, directeur de la Division de la macroéconomie, des finances, de la gouvernance et du planning (CEA) ; Joy Maria Anthonia Kategekwa, directrice du Bureau de coordination de l'intégration régionale (BAD) ; et Majdoub Molka, analyste principal des politiques (BAD) ; El Hadji Fall, conseiller économique (PNUD) ; Amanda Serumaga, représentante résidente en Namibie (PNUD) ; Ayodele Odusola, représentant résident au Zimbabwe (PNUD) ; Maxwell Gomera, représentant résident en Afrique du Sud (PNUD) ; Matthias Naab, directeur du Centre de service régional

pour l'Afrique, Addis-Abeba (PNUD) ; Njoya Tikum, représentante résidente au Sénégal (PNUD) ; Ligane Sene, économiste principale (PNUD) ; S.E. Francisca Tatchouop Belobe, Commissaire au Développement économique, au Tourisme, au Commerce, à l'Industrie et aux Mines (ETTIM), Commission de l'Union africaine (CUA) ; Djamel Grib, Directeur du Développement économique, de l'Intégration et du Commerce, CUA ; Patrick Ndzana Olomo, Chef de la Politique économique et du Développement durable, CUA ; et Mandy Mauyakufa, Assistante de programme, CUA.

Les membres du groupe de travail ont bénéficié du soutien de Babatunde Samson Omotosho, directeur du Département des statistiques (BAD) ; Hervé Lohoues, directeur p.i du Département des économies pays (BAD) ; Paul Mpuga, chef de division, Division des politiques macroéconomiques, des prévisions et de la viabilité de la dette (BAD) ; Louis Kouakou, chef de division, Division des statistiques économiques et sociales (BAD) ; Yaya Sanni, spécialiste en chef, économie (BAD) ; Alexandre Kopoin, assistant de l'économiste en chef et vice-président (BAD) ; George Auma Kararach, Spécialiste en chef, économie (BAD) ; Martin Wafula Nandelenga, économiste de recherche supérieur (BAD) ; Francis Anguyo, économiste de recherche principal (BAD) ; Adamon Mukasa, économiste de recherche principal (BAD) ; Lacina Balma,

économiste de recherche principal (BAD); Assi Okara, économiste de recherche supérieur (BAD) et Anouar Chaouch, Statisticien Supérieur (BAD). Les membres du groupe de travail ont aussi bénéficié du soutien de Robert Lisinge, Directeur de la Division Technologie, Innovation, Connectivité et Infrastructures (CEA) ; Samuel Kobina Annim, Directeur, Centre africain des statistique (CEA), and Gamal Eltaib Ibrahim, Ka Lok Wong,

Michael Mutiso, Torcia-Chanelle Banengai-Koyama et Abay Agidew Zeleke, Dvision de la macroéconomie, des finances et de la gouvernance (CEA). Des contributions et des apports ont été reçus de Bruno Avila Aravena, spécialiste de la recherche de données (PNUD), et de Babatunde Abidoye, conseiller en politiques mondiales (PNUD).

Messages clés

Le conflit en cours au Moyen-Orient accentue un contexte mondial déjà instable et incertain, caractérisé par des chocs induits par le climat, des tensions commerciales et une fragmentation géopolitique. L'incertitude croissante depuis le début du conflit, le 28 février 2026, a déjà alimenté la volatilité des marchés mondiaux des matières premières, des marchés financiers et des marchés boursiers¹. Cette incertitude redessine également les alliances géopolitiques mondiales. Des analyses préliminaires indiquent que le conflit présente des risques systémiques pour les économies africaine et mondiale et que, s'il persiste, il pourrait aggraver les crises humanitaires dans certaines des régions les plus fragiles d'Afrique.

Les principaux canaux de transmission de l'impact du conflit sur l'Afrique sont les suivants : (i) chocs sur les prix de l'énergie, des produits alimentaires et des engrais ; (ii) perturbations du commerce mondial et des chaînes logistiques et d'approvisionnement ; (iii) volatilité des marchés des capitaux et des changes, réduction des flux de capitaux (y compris les transferts de fonds) et conséquences pour le secteur privé ; (iv) fragmentation géopolitique risques sécuritaires concomitants ; et (v) incertitude associée sur le marché mondial.

Malgré sa résilience face aux récents chocs mondiaux, tels que la pandémie, la guerre

en Ukraine, les chocs climatiques et des droits de douane changeants, l'Afrique est confrontée au conflit du Moyen-Orient dans un contexte de fragilité macroéconomique accrue et de fragmentation géopolitique. Le rapport MEO 2026 de la Banque africaine de développement souligne la solide dynamique du continent : en 2025, l'Afrique comptait 12 des 20 économies à la croissance la plus rapide au monde, et 22 pays affichaient une croissance du PIB supérieure à 5 %. Cependant, des vulnérabilités structurelles persistent. Une inflation à deux chiffres persistante, des risques élevés de refinancement de la dette et des réserves budgétaires et de change épuisées limitent les marges de manœuvre politiques. Conjuguées à une forte dépendance au financement extérieur et aux importations de produits alimentaires, d'énergie et d'engrais, ces faiblesses rendent la région vulnérable. Par conséquent, le conflit en cours au Moyen-Orient menace d'anéantir les récents progrès macroéconomiques, en particulier pour les pays importateurs nets qui se remettent encore de crises mondiales successives.

Les analyses préliminaires suggèrent que, globalement, l'impact sur le PIB africain pourrait être moindre si le conflit dure entre un et trois mois, mais que s'il dépasse six mois, les pertes pourraient être plus importantes. L'ampleur de cet impact varierait à travers le continent en fonction du niveau de dépendance aux importations, de l'exposition au Moyen-

1. La plupart des données utilisées pour les analyses datent du 23 mars 2026. La situation demeure très évolutive et son évolution est suivie de près.

Orient (notamment aux conditions du marché mondial), des partenariats géopolitiques spécifiques et de la souveraineté financière. Le recul relativement modeste de la croissance du PIB réel projeté reflète un impact moyen pondéré qui masque les variations d'impact entre les pays et les régions.

Le conflit met toutefois déjà à rude épreuve les marchés des changes : 29 monnaies africaines se sont dépréciées par rapport au dollar américain depuis le début des hostilités. Cette volatilité accrue risque d'aggraver le coût du service de la dette et de faire grimper les prix des importations, ce qui pèserait davantage sur les réserves des pays déjà confrontés à un surendettement. La persistance de l'instabilité sur les marchés financiers mondiaux pourrait également durcir les conditions de financement extérieur pour les économies africaines, et les flux d'investissement vers l'Afrique pourraient également diminuer. Pour certains pays africains, le choc des engrais est plus lourd de conséquences que le choc pétrolier en raison de la hausse immédiate des prix, ce qui pourrait affecter considérablement la productivité et les rendements agricoles, entraînant des pénuries alimentaires et une augmentation des prix des denrées alimentaires.

Conformément aux tendances mondiales, les populations les plus vulnérables supportent souvent un fardeau disproportionné lors des périodes d'instabilité régionale. La hausse des coûts de transport et de carburant, conjuguée à l'allongement des délais de livraison, devrait impacter les prix des biens essentiels, des produits alimentaires aux produits manufacturés, et fragiliser davantage

les ressources des ménages à faibles revenus. De plus, les pressions inflationnistes risquent d'aggraver les difficultés sociales et sécuritaires existantes dans les pays déjà confrontés à des transitions fragiles.

Au-delà de ses implications sur la croissance et la macroéconomie, l'instabilité actuelle pourrait également avoir des répercussions géopolitiques et sécuritaires plus larges sur certaines parties du continent. L'évolution des priorités régionales et de l'engagement extérieur pourrait affecter la dynamique politique et sécuritaire de certains pays africains, en particulier ceux déjà fragilisés. Les variations du financement et du soutien extérieurs pourraient également avoir des conséquences sur les dispositifs de sécurité en Afrique de l'Est et au Sahel.

Les contraintes persistantes dans le détroit d'Ormuz risquent de maintenir des prix élevés du pétrole et des coûts de transport maritime, qui continuent d'alimenter l'inflation mondiale sur les marchés essentiels de l'énergie, de l'alimentation et des engrais. Ces pressions sur les partenaires commerciaux de l'Afrique constituent un choc commercial et extérieur important qui pourrait rapidement dégénérer en crise du coût de la vie. L'instabilité persistante dans ce corridor stratégique pourrait également avoir des répercussions plus larges sur le commerce et les marchés financiers.

Les principales mesures de politiques susceptibles d'atténuer les impacts à court, moyen et long terme sont résumés ci-dessous, en s'appuyant sur les enseignements tirés des tensions géopolitiques en Europe et des chocs liés à la COVID-19 :

À court terme, les pays africains devraient privilégier : (i) une gestion stratégique de l'inflation afin de garantir la stabilité des anticipations de prix à court terme; (ii) une discipline budgétaire rigoureuse, notamment par une gestion prudente des recettes exceptionnelles des pays exportateurs de pétrole, un renforcement du contrôle de la dette et une utilisation stratégique des réserves énergétiques, le cas échéant ; (iii) lorsque les marges budgétaires le permettent, le déploiement de mesures de protection sociale temporaires et ciblées pour protéger les populations les plus vulnérables des conséquences de la crise ; (iv) éviter les subventions généralisées qui pourraient aggraver les risques budgétaires à long terme ; (v) diversifier les sources d'approvisionnement et renforcer le commerce régional et intra-africain sur les marchés du pétrole et des engrais afin d'accroître la résilience ; (vi) assurer une coordination interinstitutionnelle fluide afin d'harmoniser les politiques monétaires et budgétaires stratégiques. Parallèlement, les partenaires au développement, les banques multilatérales de développement et les institutions financières de développement africaines (IFD), dont la BAD, devraient apporter un soutien d'urgence aux pays membres par le biais de mesures de réponse à la crise et d'une assistance technique. tandis que la Commission de l'Union africaine (CUA) amplifie la voix de l'Afrique par le biais de la diplomatie économique afin de renforcer la souveraineté régionale.

À moyen et long terme, le continent devrait se concentrer sur : (i) l'approfondissement de l'intégration régionale et des échanges commerciaux afin d'atténuer les chocs

mondiaux et d'accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf ; (ii) le renforcement de la mobilisation des capitaux domestiques à grande échelle, afin de tirer parti des capitaux africains pour le développement de l'Afrique et de réduire sa dépendance aux flux financiers extérieurs ; (iii) la diversification du mix énergétique africain par l'accélération des investissements dans les énergies renouvelables et le secteur gazier afin de renforcer la sécurité nationale. Il convient également de poursuivre la mise en œuvre d'initiatives clés telles que Mission 300, « Desert to Power » et le barrage d'Inga, tout en renforçant les capacités nationales grâce aux raffineries de pétrole et aux énergies renouvelables ; (iv) le renforcement et la consolidation du système financier africain afin d'accroître le financement national du développement. La BAD devrait accélérer la mise en œuvre de la Nouvelle architecture financière africaine (NAFA) afin de renforcer le rôle de l'Afrique sur les marchés financiers mondiaux et de faire face à l'aggravation des risques de refinancement de la dette dans les pays africains ; (v) le renforcement de la résilience de l'Afrique en consolidant sa capacité à absorber les chocs externes grâce à des mécanismes de soutien contracycliques et régionaux crédibles, tels que le Mécanisme africain de stabilité financière et le Mécanisme africain d'échange de chocs, compte tenu de la nature récurrente des chocs mondiaux et régionaux. Cela permettra de renforcer les mécanismes de réponse politique de l'Afrique – budgétaires, financiers, institutionnels et régionaux – qui permettent aux économies de préserver les acquis du développement lorsque les perturbations s'intensifient. L'Union africaine devrait accélérer la mise en

œuvre de l'Institut monétaire africain (IMA) en vue de son intégration à la Banque centrale africaine (BCA) et à l'Agence africaine de notation de crédit (AfCRA). L'Union africaine et les Communautés économiques régionales devraient renforcer leur coordination en matière de systèmes d'alerte précoce, de partage de renseignements et de mécanismes de réaction rapide afin de prévenir les répercussions des conflits extérieurs. Un renforcement de la coopération en matière de sécurité maritime le long des corridors commerciaux essentiels est indispensable pour garantir la stabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire et énergétique ; and (vi) L'Union africaine et les Communautés économiques régionales devraient investir dans le renforcement de la consolidation de la paix et de la sécurité régionale en Afrique. Il ne peut y avoir de développement sans paix. Et dans un monde de plus en plus multipolaire, l'unité africaine est une nécessité vitale.



1. Introduction

Le conflit en cours au Moyen-Orient complique davantage un contexte mondial déjà fragilisé par les chocs climatiques, les tensions commerciales et la fragmentation géopolitique. Depuis le 28 février 2026, cette incertitude accrue alimente la volatilité des marchés mondiaux des matières premières, des marchés financiers et des marchés boursiers. Une situation prolongée risque d'avoir des conséquences plus graves pour l'économie mondiale et celle de l'Afrique.

Le Moyen-Orient constitue une source importante de pétrole et de gaz qui alimente l'économie mondiale ainsi qu'un axe commercial maritime crucial. La région détient plus de 55 % des réserves mondiales de pétrole, dont environ 13 % pour l'Iran². En 2025, le Moyen-Orient représentait près de

30 % de la production mondiale de pétrole, principalement grâce à l'Arabie saoudite, l'Irak, les Émirats arabes unis (EAU), l'Iran et le Koweït. L'instabilité régionale persistante et croissante entrave la production et l'exportation de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL), entraînant une hausse des prix. Les prix du pétrole, du gaz et des engrais ont fortement augmenté, compte tenu du rôle essentiel du détroit d'Ormuz dans le transit d'environ un quart des expéditions mondiales de ces matières premières.

2. OPEC (2025). OPEC Statistical Annual Bulletin of 2025: asb-2025.pdf



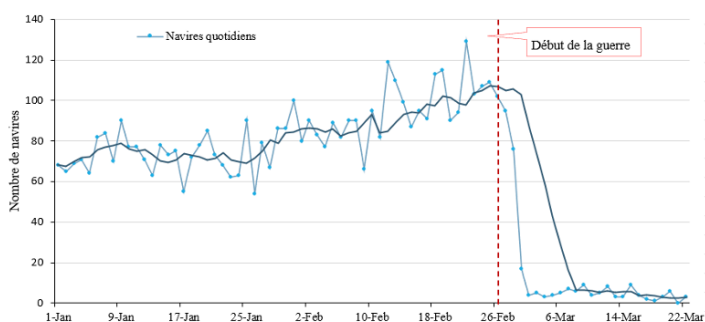
2. Principaux canaux de transmission de l'impact du conflit sur l'Afrique

L'évaluation de l'impact du conflit au Moyen-Orient sur l'Afrique nécessite d'identifier les principaux canaux de transmission. Les principaux canaux de transmission examinés dans ce document comprennent : (i) les chocs sur les prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des engrais ; (ii) les perturbations du commerce mondial et des chaînes logistiques/ d'approvisionnement ; et (iii) la volatilité des marchés de capitaux et la réduction des flux de capitaux.

2.1 Les chocs sur les prix des matières premières

Le conflit en cours a entraîné d'importantes perturbations de l'offre et provoqué une forte hausse des prix mondiaux du pétrole, avec des effets variables selon les régions et les pays. Le nombre de navires transitant par le détroit d'Ormuz transportant du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés a fortement chuté, passant d'environ 109 par jour avant le conflit à une quasi-interruption au 22 mars 2026 (Figure 1). Parallèlement, les pays du Golfe ont réduit leur production totale de pétrole d'au

Figure 1: Trafic maritime à travers le détroit d'Ormuz, 1er janvier – 22 mars 2026



Source: UN Global Platform; IMF PortsWatch

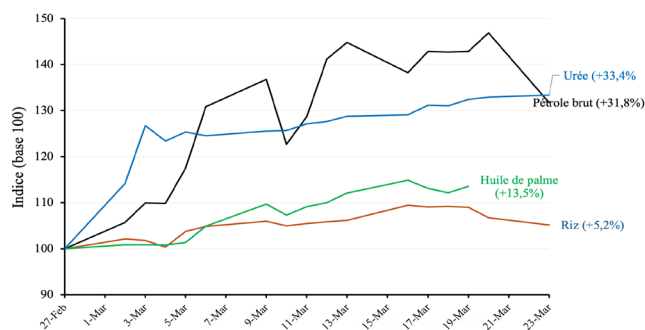
moins 10 millions de barils par jour (mb/j). En conséquence, les prix mondiaux du pétrole ont fortement augmenté par rapport à leurs niveaux au début de la crise (Figure 2). Les estimations montrent qu'une baisse de 1 % de l'offre entraîne une hausse d'environ 4 % des prix du pétrole³. Depuis le début du conflit, son effet n'a cessé de s'intensifier : le prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) a augmenté de plus de 68,1 %, passant de 66,89 à 112,4 dollars le baril entre le 27 février 2026 et le 6 avril 2026. Sur la même période, le prix du Brent a progressé d'environ 51,18 %, passant de 72,87 à 109,77 dollars le baril (Tableau A.2). Si le conflit persiste, le prix du Brent pourrait atteindre 150 dollars le baril, voire davantage⁴.

La multiplication des conflits internationaux a fait grimper les prix du pétrole (Figure

3. Bloomberg Economics

4. Ces hausses des prix du pétrole et du gaz pourraient être atténuées à court terme si les pays du G7 et ceux de l'OPEP parviennent respectivement à libérer des stocks de pétrole ou à augmenter leurs quotas de production.

Figure 2: Indices sélectionnés des prix des matières premières (27 février 2026 = 100)



Source: Calculs des services de la BAD à partir des données Bloomberg.

3). L'impact de cette hausse en Afrique dépend largement du statut d'importateur ou d'exportateur net de pétrole de chaque pays et de son accès au détroit d'Ormuz.

Pour les pays exportateurs nets de pétrole, une augmentation durable des prix peut générer des recettes exceptionnelles, renforçant ainsi leurs marges de manœuvre budgétaires et stabilisant leurs monnaies. Cependant, ces gains sont souvent limités par des infrastructures de raffinage insuffisantes, ce qui impose la poursuite des importations de

Figure 3: Prix réel du pétrole brut Brent (en dollars américains par baril), janvier 1980 – février 2026



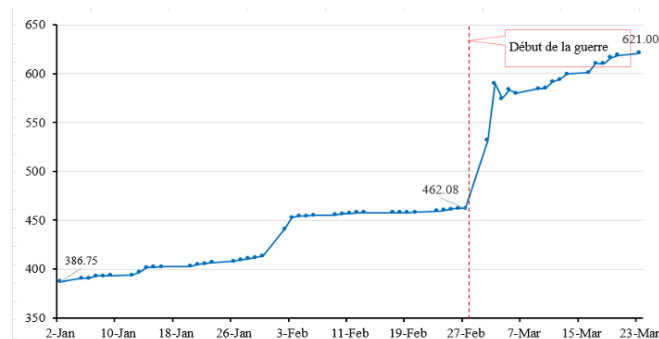
Source : Données de la Banque mondiale sur les prix des matières premières.

produits pétroliers raffinés. Malgré l'importante capacité de production du Nigéria en Afrique (650 000 barils par jour grâce aux raffineries Dangote et NNPC), le pays ne possède pas de capacité excédentaire suffisante pour couvrir pleinement la demande des importations du continent transitant par le détroit d'Ormuz, une fois déduite sa consommation domestique quotidienne estimée à 527 000 barils par jour.

Toutefois, la facture des importations des pays importateurs nets de pétrole pourrait augmenter, exerçant une pression à la dépréciation sur leurs monnaies et épuisant leurs réserves de change. Par exemple, avant le conflit, la région de l'Afrique de l'Est importait à elle seule environ 527 450 barils par jour du Moyen-Orient. Les perturbations de l'approvisionnement menacent la sécurité énergétique de la région. De plus, la hausse des coûts restreint leurs marges de manœuvre budgétaires. Cela accentuera le besoin d'un soutien extérieur pour la stabilisation des finances publiques et le financement du développement.

Avec 80 % des pays africains importateurs nets de pétrole, le continent demeure vulnérable aux chocs pétroliers. De nombreux pays maintiennent des mécanismes de régulation, tels que le contrôle des prix des carburants ou des subventions, afin de protéger leurs consommateurs nationaux des fluctuations des cours internationaux du pétrole. Au 23 mars 2026, neuf pays avaient enregistré des hausses des prix de l'essence à la pompe, avec une augmentation moyenne de 10,9 % par rapport au 23 février (Tableau A.3a). Sur la même période, dix pays ont enregistré des hausses des prix du diesel, avec une augmentation moyenne de 13,3

Figure 4: Prix mondial de l'urée (USD par tonne), janvier – mars 2026



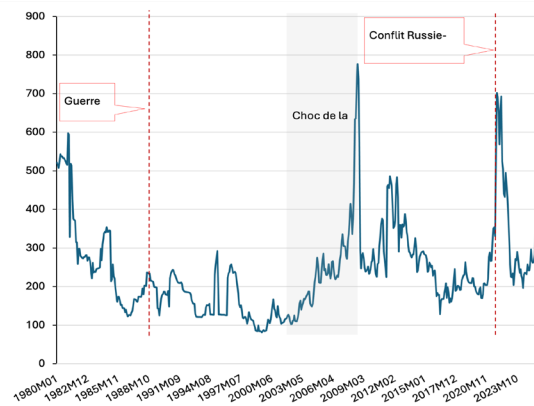
Source: Compilation des auteurs

% (voir Tableau A.3b). Dans certains pays, la hausse des prix de l'essence atteint des niveaux à deux chiffres : Égypte (14,3 %), Maroc (13,9 %) et Sierra Leone (12,3 %). Un conflit prolongé risque d'aggraver la hausse des prix des carburants et d'accentuer les tensions économiques. Cette augmentation des coûts entraînera une hausse importante des dépenses de transport pour les ménages et les entreprises. Dans la plupart des pays africains, le transport représente entre 30 % et 50 % des coûts finaux sur les marchés alimentaires domestiques. Au-delà des effets de premier tour, la transmission des chocs pétroliers à l'inflation intérieure dans les économies africaines est amplifiée par l'importance des coûts de transport. Ces coûts représentant une part significative des prix à la consommation, les hausses des prix mondiaux du pétrole peuvent se répercuter sur les prix alimentaires intérieurs au cours des trimestres suivants, en fonction de la dynamique des taux de change et de la structure du marché.

Le conflit a un impact négatif sur l'approvisionnement et le coût des engrais,

avec des conséquences défavorables pour la production agricole. Depuis le début du conflit, le prix de l'urée a augmenté de plus de 35 %, passant de 462,1 dollars la tonne le 27 février 2026 à 621,0 dollars la tonne le 23 mars 2026 (Figure 4). En 2024, cinq des dix plus grands importateurs d'engrais en provenance de la région du Golfe persique étaient des pays africains — le Soudan, la Tanzanie, la Somalie, le Kenya et le Mozambique. Ces pays sont susceptibles d'être parmi les plus immédiatement exposés aux perturbations liées à la région. Toutefois, la hausse des prix mondiaux des engrais et les éventuels effets de détournement des échanges commerciaux pourraient également affecter d'autres pays importateurs africains, avec des conséquences sur la sécurité alimentaire et les pressions inflationnistes dans un plus grand nombre d'économies. L'évolution historique du prix réel de l'urée montre de fortes augmentations pendant les périodes de crise, mais une baisse après les chocs (figure 5). Lors des crises précédentes, les pays africains ont fait preuve d'une remarquable résilience. Les effets de première vague d'un choc pétrolier sur la croissance africaine ont généralement été plus importants et immédiats, mais s'estompent progressivement. Grâce à une meilleure gestion des politiques macroéconomiques depuis le début des années 2000, de nombreux pays africains ont renforcé leur résilience face aux chocs mondiaux et la capacité de leurs économies à se redresser rapidement, comme en témoignent la pandémie de COVID-19 et d'autres chocs géopolitiques mondiaux plus récents.

Figure 5: Prix mondial de l'urée (USD par tonne), janvier – mars 2026



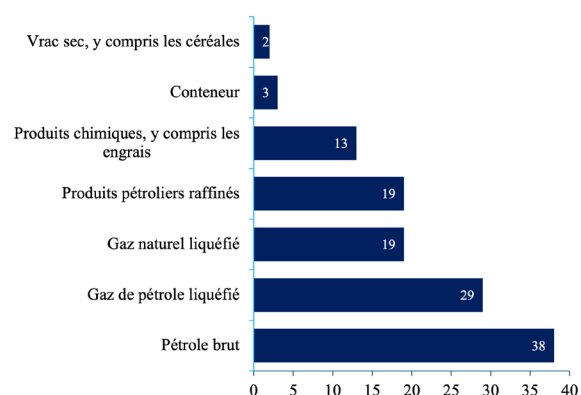
Source: Données de la Banque mondiale sur les prix des matières premières

2.2 Perturbations de la logistique du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement

Le détroit d'Ormuz constitue un corridor vital pour le commerce mondial, facilitant la circulation essentielle du pétrole brut et raffiné, du gaz naturel liquéfié et de produits chimiques agricoles clés (Figure 6). L'instabilité a perturbé le trafic maritime dans cette voie navigable, entraînant déjà d'importantes désorganisations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les opérateurs maritimes transitant par le détroit sont confrontés à des risques accrus, ce qui a réduit l'offre d'assurance et fait grimper les primes. Parallèlement, la mer Rouge et le golfe d'Aden sont redevenus des zones à haut risque suite à la levée des trêves précédentes. Ces développements représentent un défi majeur pour la stabilité maritime régionale et la sécurité des corridors commerciaux mondiaux. L'instabilité au Moyen-Orient

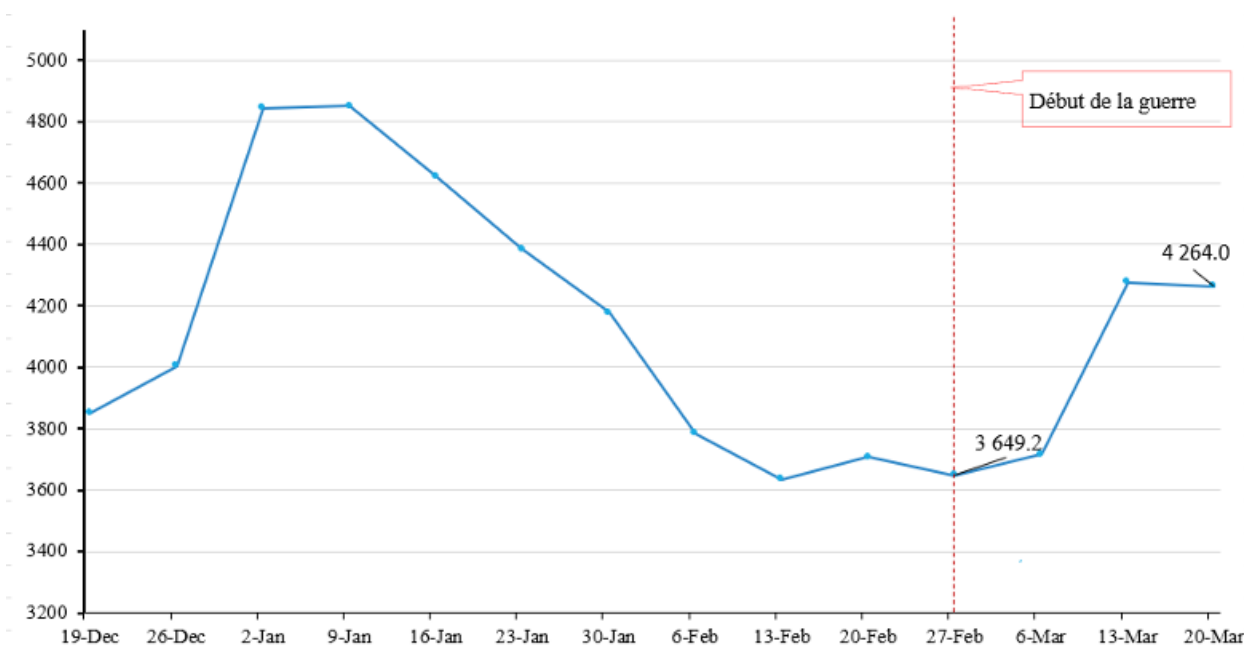
a accru l'incertitude et les risques liés au transport maritime, perturbé les principales routes maritimes et contraint certaines compagnies maritimes internationales à dévier leurs navires du canal de Suez vers le cap de Bonne-Espérance. Ce détournement du trafic maritime autour du cap de Bonne-Espérance devrait allonger les temps de transit entre l'Asie et l'Afrique de 10 à 15 jours et augmenter les coûts de fret d'environ 20 à 40 %. Ces évolutions entraînent une hausse structurelle, et non transitoire, des prix à l'importation, avec des répercussions indirectes sur l'inflation et la rentabilité des entreprises. Il en résulte d'importants défis économiques et logistiques

Figure 6: Part du commerce maritime mondial transitant par le détroit d'Ormuz (moyenne hebdomadaire avant le 28 février 2026)



Notes: Note de la CNUCED (2026), fondée sur des données de Clarksons Research (2026).

Figure 7: Taux mondiaux de fret des conteneurs (FBX13), 19 décembre 2025–20 mars 2026



Notes: L'indice Freightos Baltic 13 (FBX13) suit le tarif spot du fret pour l'expédition d'un conteneur de 40 pieds depuis la Chine/l'Asie de l'Est vers les ports de la Méditerranée.

Source : <https://app.terminal.freightos.com/fbx?frequency=%22weekly%22&ticker=FBX13>

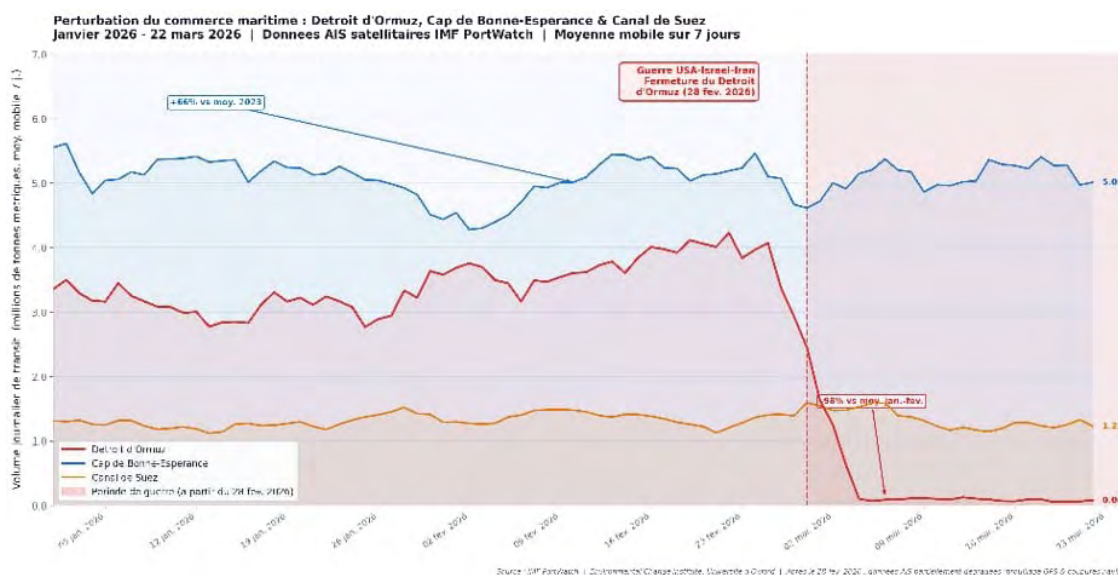
pour le commerce mondial⁵. Les marchandises à destination des ports d'Afrique de l'Est et de certaines régions d'Afrique du Nord subissent également des retards et des primes d'assurance plus élevées, ce qui alourdit les coûts commerciaux. On estime que 13 % des importations totales de l'Afrique transitent par le détroit d'Ormuz, principalement du pétrole et des engrais. L'impact du conflit pourrait s'étendre à la mer Rouge et ainsi réduire le trafic maritime en Égypte via le canal de Suez, qui générerait environ 7 milliards de dollars par an en 2023-2024. L'activité portuaire en Érythrée, à Djibouti et en Somalie pourrait également être affectée.

Le détournement des routes maritimes autour de l'Afrique australe, en passant

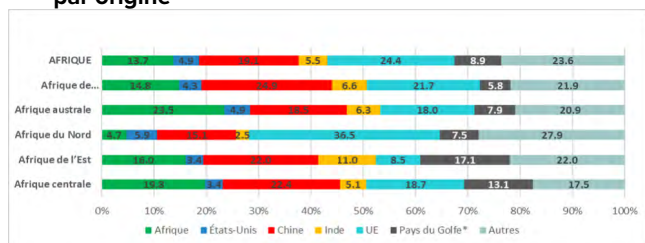
5. (<https://www.cma-cgm.com/news/5344/middle-east-situation-updates#Advisory%20#1>; <https://www.maersk.com/stay-ahead>; <https://www.hapag-lloyd.com/en/services-information/news/2026/02/imx-service-rerouted-via-cape-of-good-hope.html>)

par le cap de Bonne-Espérance, allonge considérablement les trajets entre l'Asie et l'Europe. En conséquence, les transporteurs maritimes font face à des coûts d'exploitation plus élevés en raison de temps de transit plus longs, d'une consommation accrue de carburant et d'une augmentation des frais de transport. Ces perturbations accentuent les tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, entraînent une hausse des taux de fret et des prix des biens. Cette tendance se reflète dans l'augmentation de 16,8 % de l'indice Freightos Baltic depuis le début du conflit (Figure 7). La figure 8 illustre le détournement du trafic maritime du canal de Suez vers le cap de Bonne-Espérance. Dans certains cas, ce détournement peut créer des opportunités opérationnelles limitées pour certains ports africains, mais celles-ci ne compenseront probablement pas les pressions macroéconomiques et commerciales plus générales engendrées

Figure 8: Perturbations des routes maritimes mondiales : corridor détroit d'Ormuz – Cap de Bonne-Espérance



Source: IMF PortWatch, Environmental Change Institute, Université d'Oxford

Figure 9: Importations totales de l'Afrique en 2024, par origine

Source: Calculs des auteurs à partir des données de la CNUCED

par cette perturbation. Par exemple, le port de Lamu, au Kenya, a enregistré des escales et des déchargements de marchandises à destination du Moyen-Orient. Les ports de Durban en Afrique du Sud, de Walvis Bay en Namibie et de Maurice bénéficient également du détournement des routes maritimes autour du cap de Bonne-Espérance, ce qui dynamise l'activité portuaire, le soutage et les services maritimes. En Afrique de l'Est, le Kenya s'impose comme une plaque tournante logistique grâce au port de Lamu et à Nairobi, tandis que l'Éthiopie bénéficie de son rôle dans le corridor de transport Lamu Port South Sudan Ethiopia (LAPSSET) et en tant que pont aérien d'urgence reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe à travers Ethiopian Airlines. Ces gains, cependant, risquent d'être inégaux et pourraient ne pas compenser les pressions inflationnistes, budgétaires et alimentaires plus générales qui affectent le continent.

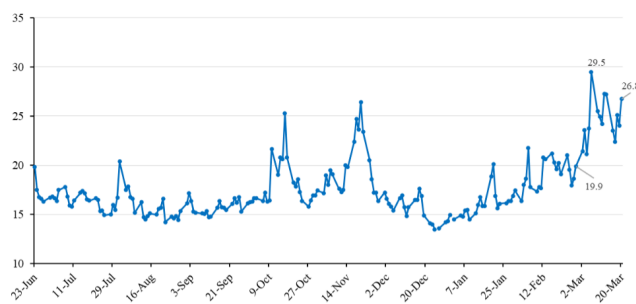
Les échanges commerciaux de l'Afrique avec le Moyen-Orient concernent principalement les produits pétroliers et les engrais, avec 19 pays africains enregistrant des importations supérieures à 10 %, au-dessus de la moyenne continentale de 8,9 % (Figure 9). Entre 2020 et 2024, l'Afrique a importé environ 34,1 % de son pétrole brut

et 26,4 % de ses produits pétroliers raffinés en provenance du Moyen-Orient (Tableau A.4). Bien que les pays africains n'importent pas de pétrole en provenance d'Iran (en partie en raison des sanctions américaines), qui constitue l'épicentre du conflit, les perturbations dans le détroit d'Ormuz font peser des risques majeurs sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, les coûts du fret et entraîneront des retards dans la livraison de biens essentiels vers le continent.

2.3 Flux de capitaux et investissements

Le conflit pourrait avoir des implications financières à double titre pour l'Afrique.

D'une part, l'incertitude accrue engendre une volatilité sur les marchés mondiaux des capitaux et financiers, ce qui freine les flux d'investissement. On observe une nette augmentation de la volatilité sur les marchés mondiaux des capitaux (Figure 10). Au cours de la première semaine du conflit, l'indice de volatilité des marchés boursiers (VIX), qui mesure la volatilité du marché boursier mondial, a augmenté de près de 10 points,

Figure 10: Indice de volatilité des marchés (VIX), 23 juin 2025 – 20 mars 2026

Source: Calculs des auteurs à partir des données de la Federal Reserve Economic Data (FRED), Réserve fédérale de Saint-Louis.

atteignant 29,5 le 6 mars, contre 19,9 le 27 février. Bien que cet indicateur montre des signes de ralentissement, il demeure supérieur à son niveau d'avant le conflit, ce qui traduit un affaiblissement persistant de la confiance des investisseurs.

Les effets se font également sentir sur les marchés de capitaux africains, où sept des douze places boursières ont enregistré une baisse des échanges. Par exemple, entre le 23 février et le 9 mars, l'indice Casablanca All Share a reculé de 11 %, suivi par l'indice CASE 30 de l'Égypte (-8,8 %) et la Bourse de Johannesburg – le marché le plus actif d'Afrique – avec une baisse de 6,6 % (Tableau A.4). L'aversion au risque tend généralement à renforcer le dollar américain, à affaiblir les monnaies des marchés émergents et à orienter les capitaux vers des actifs refuges. À titre d'exemple, le prix de l'or a augmenté de 22 % depuis le début de l'année 2026. Pour l'Afrique, une fuite des capitaux des marchés frontières et émergents vers les bons du Trésor américain et l'or entraînerait un élargissement des spreads et renchérirait davantage le coût du capital. Cela compromettrait la reprise du marché des euro-obligations dont les pays africains ont bénéficié entre 2024 et 2025, période durant laquelle plusieurs pays ont émis des obligations afin de mobiliser des ressources pour le refinancement de leur dette.

D'autre part, ce choc offre des opportunités à l'Afrique de réaffirmer sa position dans le paysage du financement régional et mondial. Dans un environnement mondial plus volatil, caractérisé par une baisse significative des flux d'aide, le conflit incite l'Afrique à se tourner davantage vers elle-même et à s'appuyer plus résolument sur la mobilisation des ressources domestiques ainsi que sur des mécanismes de financement innovants. Le renforcement de l'administration fiscale, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'approfondissement des marchés de capitaux domestiques et régionaux seront essentiels

pour mobiliser des ressources. Le contexte actuel offre également à l'Afrique l'opportunité de tirer parti de l'abondance de son capital naturel — pétrole et gaz, minéraux critiques et terres rares — indispensables à la transition énergétique mondiale. Des investissements accrus pour exploiter le potentiel des énergies renouvelables du continent peuvent permettre de diversifier le mix énergétique, de réduire la dépendance aux importations de pétrole et de gaz, tout en fournissant des sources d'énergie verte alternatives à ses partenaires commerciaux. Cela permettra au continent de mobiliser d'importantes ressources au service de son développement.

Les conditions de refinancement pourraient également se durcir davantage si le conflit alimente de nouvelles pressions inflationnistes à l'échelle mondiale et incite les grandes banques centrales, telles que la Réserve fédérale et la Banque centrale européenne, à retarder l'assouplissement de leur politique monétaire, voire à revenir à un resserrement, comme lors de l'épisode de 2022. Depuis le début du conflit, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a augmenté de 23 points de base, tout comme l'indice Bloomberg Global Aggregate Government Investment Grade (I03431US), en hausse de 23 points de base, et l'indice Bloomberg Emerging Markets Africa Sovereign (I00624US, USD, non couvert), en hausse de 45 points de base. Ces évolutions témoignent d'un resserrement généralisé des conditions financières, tant au niveau mondial que pour les gouvernements africains, ce qui laisse présager des coûts de refinancement plus élevés à l'avenir. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les pays africains ayant des obligations internationales arrivant à échéance dans les 12 prochains mois : six pays — le Bénin, l'Égypte, le Ghana, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tunisie — font face à des échéances combinées de 11 milliards de dollars.

Le tourisme serait également affecté

négativement par le conflit, de manière directe et indirecte. On estime que l'Afrique représente environ 3 % des voyageurs en provenance des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)⁶. L'instabilité régionale accrue, les annulations de vols, la hausse des coûts d'assurance et l'augmentation des prix du carburant pourraient peser sur la demande de voyages, réduire le nombre de liaisons disponibles et renchérir le transport aérien. Pour l'Afrique, les répercussions pourraient être importantes pour les économies fortement dépendantes du tourisme, comme le Cap-Vert, les Comores, l'île Maurice, Sao Tomé-et-Principe, les Seychelles et la Tunisie, où le tourisme demeure une source essentielle de devises étrangères, d'emplois et de recettes fiscales. Une période d'instabilité prolongée pourrait affecter à la fois le nombre de visiteurs et les recettes touristiques, notamment si les compagnies aériennes réduisent leurs fréquences, modifient leurs itinéraires ou répercutent la hausse des coûts d'exploitation sur les passagers.

La diaspora africaine et les revenus générés depuis le Moyen-Orient seront également affectés. Le Moyen-Orient est récemment devenu une destination importante pour les migrants africains, qui représentent une part significative des plus de 100 milliards de dollars que le continent reçoit chaque année. Plus de 3,6 millions d'Africains résident et travaillent dans les États du Golfe. La diaspora africaine dans ces pays représente environ 6 % de leur population, avec des proportions presque deux fois supérieures à la moyenne régionale au Koweït et aux Émirats arabes unis. Les transferts de fonds en provenance de cette région revêtent donc une importance structurelle pour les pays africains. Ils jouent un rôle crucial de stabilisateur macroéconomique

dans plusieurs économies africaines, surpassant souvent les investissements directs étrangers et l'aide publique au développement. Une interruption des flux en provenance de la région du Golfe affecterait donc non seulement la consommation des ménages, mais fragiliserait également les réserves de change et la balance des paiements courants, notamment dans les pays où ces flux représentent plus de 5 % du PIB. L'instabilité dans la région menace les moyens de subsistance des migrants installés dans les États du Golfe ainsi que les flux de transferts vers leurs pays d'origine, avec des effets au niveau des ménages qui ne se refléteront dans les données macroéconomiques qu'après plusieurs mois.

Les envois de fonds des migrants vers l'Afrique en provenance du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont atteint 28,3 milliards de dollars, soit bien plus que l'aide publique au développement (APD) provenant de la région, qui s'élève à 1,1 milliard de dollars (Tableau A.5). L'Arabie saoudite constitue la principale source de transferts vers l'Afrique (12,5 milliards de dollars), suivie des Émirats arabes unis (8,2 milliards) et du Qatar (3,7 milliards). Les principaux pays bénéficiaires sont l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, le Nigéria, le Ghana, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda, dont plusieurs dépendent fortement de ces flux comme source de devises. Par exemple, en Égypte, les transferts de fonds sont devenus la troisième source de devises, après les recettes d'exportation et les investissements directs étrangers. Au-delà des impacts sur l'activité économique, des déplacements massifs ou des pertes d'emplois dans la région du Golfe — notamment dans les secteurs de l'hôtellerie, de la construction et de la logistique — entraîneraient des coûts sociaux importants pour les économies africaines.

Les flux d'investissements directs étrangers

6. Le CCG (Conseil de coopération du Golfe) comprend Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis

(IDE) en provenance du Moyen-Orient vers l'Afrique seront également affectés négativement.

À travers le Conseil de coopération du Golfe (CCG), les pays du Moyen-Orient sont devenus une source importante d'IDE pour le continent. En 2024, l'Afrique a reçu près de 100 milliards de dollars d'IDE à l'échelle mondiale, dont une part significative provenait des pays du Golfe — notamment les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar — qui figurent parmi les principaux investisseurs⁷. En 2025, le Qatar a annoncé des engagements d'investissement de 103 milliards de dollars en Afrique, les Émirats arabes unis ont mobilisé 4,5 milliards de dollars dans le cadre de leur initiative d'investissements verts en Afrique, et l'Arabie saoudite a renforcé sa présence via le Public Investment Fund. Bien que les IDE en provenance du Golfe soient répartis à travers le continent, les principaux pays bénéficiaires incluent l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Sénégal

et le Kenya. Les secteurs privilégiés sont les infrastructures et la logistique, l'énergie et l'agriculture — des domaines essentiels pour soutenir les objectifs de développement de l'Afrique. Si les pays du Golfe recentrent leur attention et leurs ressources sur leurs priorités internes, le pipeline de projets étrangers déjà fragile en Afrique pourrait se retrouver confronté à un manque structurel de financement qu'aucune autre source de capitaux ne pourrait combler à court terme à une échelle comparable. Cette situation serait particulièrement perturbante pour l'Afrique, où le développement et l'approfondissement des marchés de capitaux comme source viable de financement du développement revêtent un caractère urgent.

7. Afreximbank (2024). Rising Gulf Investments in Africa: Unlocking Opportunities and Navigating Challenges



3. Impacts sur la croissance mondiale et africaine et la stabilité macroéconomique

3.1 Impacts sur la croissance économique

Bien que la croissance mondiale ait fait preuve de résilience face à de multiples chocs, l'éclatement du conflit au Moyen-Orient devrait peser sur l'activité économique mondiale. Avant le conflit, la croissance mondiale était projetée à 3,3 % en 2026, soutenue par la poursuite de la désinflation et l'assouplissement des conditions de politique monétaire.⁸ However, achieving this growth trajectory is now more uncertain given disruptions to global oil supply routes and maritime transport corridors.

Les pays importateurs nets de pétrole devraient être touchés de manière disproportionnée par le conflit, en particulier dans les régions émergentes et en développement. Les rigidités structurelles, notamment la forte dépendance aux importations d'énergie, la dépendance

aux exportations de matières premières et les contraintes infrastructurelles qui limitent l'adaptation aux chocs externes, pourraient amplifier les effets négatifs de la hausse des prix de l'énergie et de la volatilité financière mondiale.

Avant le conflit, les projections antérieures prévoyaient une croissance attendue relativement résiliente de 4,5 % en 2026, contre 4,4 % en 2025. Cette projection repose sur des conditions extérieures relativement favorables, notamment une forte consommation privée, un assouplissement de la politique monétaire, un dollar américain plus faible favorisant la désinflation grâce à une réduction de l'inflation importée, et une demande soutenue de matières premières africaines de la part des principaux partenaires commerciaux. La poursuite des réformes visant à stimuler le développement du secteur privé et à approfondir les échanges intrarégionaux via la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) devrait également contribuer à la résilience économique.

8. WEO Update (2026). Global Economic: Steady Amid Divergent Forces.

Malgré sa résilience face aux récents chocs mondiaux, tels que la pandémie, la guerre en Ukraine et l'évolution des droits de douane, l'Afrique est confrontée au conflit du Moyen-Orient dans un contexte de fragilité macroéconomique accrue et de fragmentation géopolitique. Le rapport de la Banque africaine de développement sur les performances et les perspectives macroéconomiques (MEO) pour 2026 souligne la solide dynamique du continent : en 2025, l'Afrique comptait 12 des 20 économies à la croissance la plus rapide au monde, et 22 pays affichaient une croissance du PIB supérieure à 5 %. Cependant, de graves vulnérabilités structurelles persistent. Une inflation à deux chiffres persistante, des risques élevés de refinancement de la dette et des réserves budgétaires et de change épuisées limitent considérablement les marges de manœuvre politiques. Conjuguées à une forte dépendance au financement extérieur et aux importations de produits alimentaires, d'énergie et d'engrais, ces faiblesses rendent la région vulnérable. Par conséquent, le conflit en cours au Moyen-Orient menace d'anéantir les récents progrès macroéconomiques, en particulier pour les pays importateurs nets qui se remettent encore de crises mondiales successives.

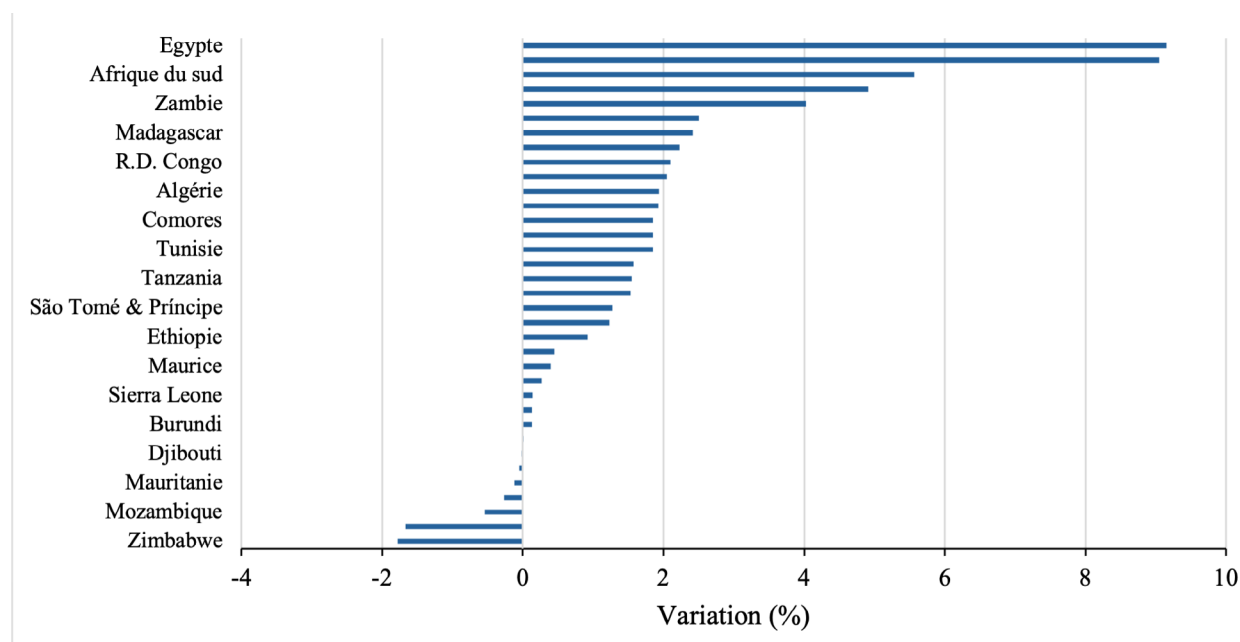
Les analyses préliminaires du PNUD suggèrent que, globalement, l'impact sur le PIB africain pourrait être moindre si le conflit dure de un à trois mois, mais que s'il dépasse six mois, les pertes pourraient être plus importantes. Ainsi, plus le conflit se prolonge et plus les perturbations des routes maritimes ainsi que des approvisionnements en énergie et en engrais sont importantes, plus le risque d'un ralentissement marqué de la croissance à l'échelle du continent est élevé. Les impacts seront toutefois différenciés selon les régions et les pays africains, en fonction des niveaux de dépendance aux importations, de l'exposition au Moyen-Orient et aux conditions des marchés mondiaux, des partenariats géopolitiques et du degré de souveraineté financière.

3.2 Impacts sur l'inflation et la dépréciation du taux de change

La hausse des prix de l'énergie pourrait avoir des impacts significatifs sur l'inflation. Les estimations du FMI suggèrent en effet qu'une augmentation de 10 % des prix de l'énergie sur un an pourrait entraîner une hausse de 0,4 point de pourcentage de l'inflation et un ralentissement de la croissance mondiale de 0,15 % en moyenne.⁹ La CEA estime en outre que l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur l'Afrique serait plus grave, l'impact d'une hausse de 10 % des prix de l'énergie sur l'inflation en Afrique pouvant atteindre 1,7 point de pourcentage. Plus le conflit se prolonge, plus ces effets risquent d'apparaître.

Le conflit et l'incertitude qui en découle affectent également les marchés de changes. Depuis le début du conflit, 29 monnaies africaines, notamment les importateurs nets de pétrole, ont subi une dépréciation de leur monnaie nationale par rapport au dollar américain. Entre le 27 février et le 12 mars 2026, au moins 10 pays africains ont enregistré une dépréciation de leur taux de change supérieure à 2 % (Figure 11). Si elle s'inscrit dans la durée, cette dépréciation des monnaies nationales alimentera les pressions inflationnistes liées aux importations. En effet, les estimations disponibles montrent qu'une dépréciation de 10 % sur des marchés de changes déjà sous tension génère une hausse de 10 % du coût en monnaie locale de tous les carburants, engrais et produits alimentaires importés. Cette dynamique reflète une boucle de rétroaction macrofinancière plus large, dans laquelle la dépréciation du taux de change accroît le coût en monnaie locale du service de la dette extérieure, alimente l'inflation par la hausse des prix à l'importation et entraîne un resserrement de la politique monétaire. Ce qui, à son tour, freine la croissance et

9. Why an Iran war inflation shock could wreck global economic recovery | Economics | The Guardian and the Economist (2026).

Figure 11: Évolution des taux de change dans certains pays africains, 27 février–23 mars 2026

Source: Calculs des auteurs sur la base des données économiques de la Réserve fédérale, Banque fédérale de réserve de Saint-Louis.

affaiblit les recettes fiscales, aggravant ainsi la vulnérabilité à la dette.

Pour les pays en situation de risque de surendettement ou déjà en situation de surendettement, la dépréciation des taux de change accentuera leur vulnérabilité face à la dette. Le nombre de pays africains fortement exposés au risque de surendettement¹⁰ ou déjà en situation de surendettement¹¹ est passé de 13 en 2010 à 21 au 28 février 2026 (voir tableau A.1 en annexe). Avec la hausse de l'inflation liée au conflit, ce nombre devrait

10. Burundi, Cameroon, Central African Republic, Chad, Comoros, The Gambia, Ghana, Guinea-Bissau, Kenya, Mozambique, Niger, Sierra Leone, South Sudan and Zambia.

11. Congo, Republic, Djibouti, Ethiopia, Malawi, Sao Tome and Principe, Sudan and Zimbabwe.

augmenter, sans compter les coûts de refinancement de la dette.

3.3 Impacts dans les différentes régions d'Afrique

Les répercussions régionales varient considérablement à travers l'Afrique. Si le conflit affecte les économies africaines par des canaux de transmission communs, tels que la hausse des prix de l'énergie, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la volatilité des marchés financiers, l'ampleur et la nature de ces répercussions diffèrent d'une région à l'autre en fonction de sa dépendance énergétique, de sa situation budgétaire et de son intégration aux marchés mondiaux.

Les conditions propres à chaque pays

détermineront l'ampleur de l'impact. Les effets varieront d'une région à l'autre selon les ressources disponibles, la conjoncture macroéconomique et les politiques mises en œuvre par les gouvernements. Les petites économies qui dépendent des accords de partage des recettes douanières, comme le Lesotho et l'Eswatini, pourraient être les plus durement touchées par les pertes de revenus. De plus, les recettes de la SACU sont procycliques et leurs fluctuations suivent la conjoncture et les tendances économiques de la région, ce qui a des répercussions disproportionnées sur les petites économies.

La durée et l'ampleur du conflit seront des facteurs déterminants. L'ampleur des répercussions dépendra de la durée du conflit, de l'importance des perturbations des routes d'approvisionnement mondiales en pétrole et de la disponibilité des réserves stratégiques de pétrole sur les marchés internationaux. Cette section présente un aperçu régional de ces répercussions potentielles.

a) Afrique de l'Est

L'Afrique de l'Est demeure très vulnérable à la hausse des prix du pétrole en raison de sa dépendance aux importations énergétiques. La région est majoritairement importatrice nette de pétrole (12 des 13 pays sont importateurs), le Soudan du Sud étant le seul exportateur. Si le Soudan du Sud pouvait tirer profit de la hausse des prix mondiaux du pétrole, des contraintes structurelles et des risques accrus pour le transport maritime dans le détroit d'Ormuz pourraient limiter ces gains potentiels.

Les pressions macroéconomiques pourraient s'intensifier dans toute la région si les prix élevés du pétrole persistent. La plupart des pays de la région devraient être confrontés à une détérioration des termes

de l'échange, à une inflation plus élevée, à une réduction de leurs marges de manœuvre budgétaires et à une volatilité accrue des taux de change. Cela pourrait également entraîner une détérioration de la balance des transactions courantes. Dans plusieurs pays, les importations de pétrole représentent une part importante des importations totales, par exemple en Tanzanie (21 %), au Kenya (15 %) et en Ouganda (14 %).

La hausse des prix des carburants pourrait encore alourdir le coût de la vie. La hausse des prix du pétrole est susceptible d'augmenter les prix à la pompe et les coûts de transport, ce qui contribuera à l'augmentation du coût de la vie à moyen terme. Cette situation est encore compliquée par les réformes en cours des subventions aux carburants dans plusieurs pays, où les gouvernements ont réduit ou supprimé les subventions, ou ne les ont maintenues que pour certains produits comme le diesel.

b) Afrique centrale

La hausse des prix du pétrole pourrait apporter un soulagement budgétaire à court terme à plusieurs économies d'Afrique centrale. En Afrique centrale, cinq des sept pays (Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et Cameroun) sont exportateurs de pétrole. Par conséquent, la hausse des prix mondiaux du pétrole pourrait améliorer les recettes fiscales et la balance des paiements de ces économies.

Toutefois, des contraintes structurelles font que les bénéfices seront probablement inégaux dans la région. Le Gabon et la Guinée équatoriale, par exemple, pourraient bénéficier d'une augmentation de leurs exportations de pétrole vers des partenaires commerciaux majeurs comme la Chine. Cependant, l'effet global sur l'ensemble de la

région restera probablement mitigé en raison de goulets d'étranglement structurels, d'une diversification économique limitée et d'une inflation croissante dans les pays importateurs nets de pétrole comme la République centrafricaine (RCA) et la République démocratique du Congo (RDC).

Les pays importateurs nets de pétrole pourraient être confrontés à une augmentation des pressions extérieures et inflationnistes. Leurs termes de l'échange pourraient se détériorer à mesure que la hausse des factures d'importation d'énergie accentue les pressions extérieures. Pour maîtriser l'inflation croissante, il pourrait être nécessaire de resserrer la politique monétaire dans toute la région.

c) Afrique du nord

La proximité de l'Afrique du Nord avec le Moyen-Orient expose plus directement la région aux effets du conflit. Environ la moitié des pays de la région, dont l'Algérie, l'Égypte et la Libye, sont exportateurs de pétrole et pourraient bénéficier de la hausse des prix de ce dernier.

Cependant, des défis structurels et politiques pourraient limiter les gains économiques. Les conflits internes en Libye et la montée des pressions inflationnistes pourraient freiner la croissance dans toute la région. De plus, les secteurs énergétiques de pays comme l'Algérie, la Libye et la Tunisie restent fortement subventionnés, ce qui signifie que la hausse des prix du pétrole ne se traduira pas nécessairement par une augmentation des marges de manœuvre budgétaires pour les pays exportateurs de pétrole.

Un resserrement des conditions financières mondiales pourrait également accroître les vulnérabilités externes. Des pays comme l'Égypte, la Mauritanie et la Tunisie sont devenus de plus en plus dépendants des financements extérieurs. Un resserrement des conditions financières mondiales, lié à des tensions géopolitiques prolongées, pourrait donc restreindre l'accès aux marchés internationaux des capitaux et accentuer les pressions sur le financement extérieur.

d) Afrique australe

L'Afrique australe est fortement exposée à la hausse des prix du pétrole, la plupart de ses pays étant importateurs nets. L'Angola est le seul grand exportateur de pétrole de la région qui devrait bénéficier directement de cette hausse. Les fluctuations des prix des matières premières pourraient avoir des effets contrastés dans toute la région. La plupart des pays risquent de subir une détérioration de leurs termes de l'échange en raison de la hausse des prix de l'énergie. Cependant, l'Afrique du Sud pourrait profiter du rebond des cours de l'or, les investisseurs se tournant généralement vers les valeurs refuges en période d'incertitude géopolitique. De même, la Zambie pourrait bénéficier de la hausse des prix du cuivre, reflétant une forte demande mondiale liée à l'électrification et à l'expansion des centres de données.

Les pressions climatiques et économiques actuelles pourraient amplifier les risques inflationnistes. La hausse des prix du pétrole intervient alors que certaines parties de la région sont déjà confrontées à de graves sécheresses, ce qui pourrait encore faire grimper les prix des denrées alimentaires et exacerber les pressions inflationnistes.

Les interconnexions des marchés financiers peuvent transmettre la volatilité mondiale à travers la région.

L'Afrique australe est relativement intégrée aux marchés financiers mondiaux, ce qui accroît son exposition à la volatilité financière mondiale. Un conflit prolongé pourrait provoquer une fuite des capitaux et entraîner une augmentation des sorties de capitaux des marchés financiers sud-africains, ce qui se traduirait par une dépréciation du rand. Compte tenu du rôle central de l'Afrique du Sud en tant que plaque tournante économique de la région, de tels développements pourraient également affecter les pays voisins par le biais des échanges commerciaux et des investissements.

e) Afrique de l'ouest

Les effets de la hausse des prix du pétrole en Afrique de l'Ouest devraient être mitigés.

De nombreux pays de la zone franc CFA sont importateurs nets de pétrole, et une dépréciation de l'euro pourrait détériorer leurs termes de l'échange et leurs balances budgétaires. Le Nigéria pourrait tirer profit de la hausse des prix du pétrole, mais des contraintes structurelles persistent. En effet, le pays importe d'importants volumes de produits pétroliers raffinés pour sa consommation intérieure, ce qui a déjà entraîné une hausse des prix à la pompe.

Le Ghana pourrait bénéficier de la hausse des cours de l'or, tandis que des pays comme la Côte d'Ivoire et le Nigéria –

relativement intégrés aux marchés financiers mondiaux – pourraient voir leur accès au financement international se restreindre en

cas d'augmentation de l'aversion au risque à l'échelle mondiale. Toutefois, l'exposition aux marchés financiers pourrait engendrer des risques supplémentaires pour certaines économies. Si le conflit persiste, la hausse des prix de l'énergie pourrait freiner la croissance dans toute la région.



4. Impacts socio-économiques du conflit au Moyen-Orient sur l'Afrique

Les effets du conflit au Moyen-Orient se feront durement sentir sur les populations pauvres et les plus vulnérables. De nombreux pays africains risquent de subir une pression disproportionnée compte tenu des goulets d'étranglement structurels existants et des marges de manœuvre politiques limitées. La hausse des coûts de transport, due à l'augmentation des prix du carburant et à l'allongement des délais de livraison, devrait affecter une large gamme de biens, allant du transport aux importations alimentaires en passant par les produits manufacturés. La hausse des prix du carburant se traduit directement par une augmentation des coûts de transport, ce qui a un impact sur le coût de la vie et pourrait donc engendrer des troubles sociaux, créer des failles sécuritaires et alimenter l'extrémisme. Pour les pays en état de grande fragilité où l'effet cumulatif du conflit est déjà évident, un soutien supplémentaire sera essentiel pour investir dans la stabilisation

des prix des produits de première nécessité, à l'instar des mesures prises pendant la période de la COVID-19, afin de prévenir l'aggravation des tensions sociales et de l'instabilité.

De nombreux pays africains importateurs de pétrole devraient connaître une inflation et une pression macroéconomique en raison de la hausse des prix. Les importations de pétrole de l'Afrique s'élevaient à environ 100 milliards de dollars américains en 2024, et la flambée des prix du pétrole pèsera davantage sur les gouvernements et les consommateurs. Plusieurs pays devraient enregistrer une inflation à deux chiffres en 2026 en raison du prix élevé de l'énergie et des produits alimentaires ; il s'agit notamment de l'Éthiopie (12,1 %), de l'Égypte (12,6 %), du Nigéria (15,6 %), de l'Angola (17,2 %), du Soudan du Sud (20,0 %), du Malawi (22,4 %), du Burundi (29,9 %) et du Soudan (74,7 %).¹² Bien que les pays

12. Données de la BAD, Département des statistiques

exportateurs de pétrole comme le Nigéria et l'Angola pourraient bénéficier de la hausse des prix du pétrole, les difficultés de production et les blocus commerciaux internationaux risquent de limiter leur capacité à tirer profit de cette manne.

Le secteur agricole est également menacé par le déclenchement de la guerre, en raison des pénuries potentielles d'engrais, dont 30 % proviennent de la région du Golfe touchée ou y transitent. L'Iran fournit environ 7 % des importations d'engrais à l'Afrique¹³ Dans plusieurs pays africains, le choc des engrais est plus lourd de conséquences que le choc pétrolier. Pour ces pays, la saison des semis s'étend de mars à mai, ce qui coïncide avec le conflit en cours. Par conséquent, une interruption prolongée des échanges commerciaux dans le détroit pourrait affecter considérablement les chaînes d'approvisionnement en GNL et, par conséquent, perturber la production et la disponibilité des engrais ammoniacaux et uréiques. La pénurie d'engrais, aggravée par la hausse de leurs prix, aura un impact significatif sur la production et la productivité à moyen terme et entraînera une flambée des prix alimentaires, ce qui exacerberait la faim et la malnutrition sur le continent. L'impact global touchera de manière disproportionnée les ménages africains les plus pauvres, qui consacrent 50 à 60 % de leurs revenus à l'alimentation. Pour le Kenya, des perturbations des exportations sont attendues, l'Iran étant un marché majeur pour le thé kenyan (avec des importations d'environ 3 millions de kg

en 2024). L'impact de la hausse des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des engrais sur le continent pourrait être désastreux, reproduisant les effets immédiats des tensions géopolitiques et des multiples chocs mondiaux de 2022, lorsque les prix de ces matières premières ont augmenté de façon drastique.¹⁴

13. TradeMap (2026)

14. BAD (2023), Rapport sur les perspectives économiques en Afrique 2023.



5. Geopolitical and Security Risks of the Conflict

Au-delà des conséquences immédiates du conflit, la situation stratégique du détroit d'Ormuz, voie de passage vitale pour environ 38 % du commerce mondial de pétrole brut par voie maritime, est préoccupante. Toute instabilité prolongée dans ce corridor maritime remet en cause les cadres établis du commerce de l'énergie. De telles perturbations exercent inévitablement une pression à la hausse sur les coûts de l'énergie et du transport maritime, contribuant à des tendances inflationnistes plus générales qui affectent la sécurité alimentaire et énergétique mondiale. Le maintien de la stabilité de ce passage demeure essentiel à l'équilibre de l'architecture financière mondiale.

Si le conflit persiste pendant un à trois mois, l'instabilité dans le détroit d'Ormuz pourrait perturber davantage le commerce international et accentuer la pression sur les marchés mondiaux de l'énergie et de la finance.

Parallèlement, force est de constater que l'incertitude géopolitique et la multipolarisation croissante de l'ordre mondial sont devenues la nouvelle norme.

Les chocs mondiaux récurrents, les conflits géopolitiques, les guerres commerciales et les accords de paix transactionnels fondés sur le contrôle des ressources minérales critiques, ainsi que les progrès technologiques imprévisibles (intelligence artificielle, armes létales sophistiquées, missiles balistiques et technologies de cyberguerre) et l'affaiblissement général de la gouvernance fondée sur des règles et du droit international, renforcent la nécessité pour le continent de développer sa résilience économique et son autonomie. Dans un monde multipolaire, la souveraineté se définira plus que jamais par l'autonomie et les partenariats stratégiques avec des alliés.

Au-delà de ses implications en matière de croissance et de macroéconomie, l'instabilité actuelle pourrait également avoir des répercussions géopolitiques et sécuritaires plus larges sur certaines parties du continent. L'évolution des priorités régionales et de l'engagement extérieur pourrait affecter la dynamique politique et sécuritaire de certains pays africains, en particulier ceux déjà fragilisés. Les variations du financement et

du soutien extérieurs pourraient également avoir des conséquences sur les dispositifs de sécurité en Afrique de l'Est et au Sahel.

Si les États du Golfe se recentrent sur leurs propres intérêts pour gérer le conflit, certains pays africains dépendants d'un soutien extérieur pourraient être confrontés à une incertitude accrue quant à leur environnement politique et sécuritaire. Toute réduction du soutien extérieur aux accords politiques et aux dispositifs de sécurité en Afrique de l'Est et au Sahel pourrait modifier la dynamique existante et créer une

incertitude supplémentaire. Certains pays pourraient être plus directement exposés aux répercussions du conflit. Dans la région du Sahel, l'évolution de la concurrence géopolitique pourrait affecter les partenariats existants et la dynamique régionale. La persistance de l'instabilité mondiale pourrait remodeler davantage ces relations et accroître l'incertitude.



6. Analyse de scénarios de l'impact du conflit

6.1. Le conflit est résolu en un à trois mois

Si le cycle actuel de perturbations des exportations d'énergie persiste au-delà du court terme, les prix continueront d'augmenter. La forte intensité du choc devrait maintenir une trajectoire ascendante des prix. Il en résulterait une inflation plus élevée et une volatilité accrue des marchés financiers au Moyen-Orient et au-delà, ainsi qu'un ralentissement de la croissance économique et des pertes d'emplois dans la région. Les conséquences négatives pour les pays africains seraient importantes. Dans un tel scénario, la croissance du PIB réel de l'Afrique pourrait diminuer d'environ 0,2 point de pourcentage. La croissance de la consommation réelle et des investissements réels pourrait également baisser. Globalement, l'impact sur ces variables sera inégal selon les pays. De nombreux travailleurs migrants africains sont employés dans les secteurs de l'hôtellerie, des transports, de la construction et de la logistique de la région du Golfe. Ainsi, pour les pays du Moyen-Orient comptant une importante diaspora, les pertes d'emplois

prévues dans ces secteurs réduiront à la fois l'emploi et les transferts de fonds vers l'Afrique, ce qui aura un impact négatif sur les revenus des ménages bénéficiaires.

6.2. Conflit prolongé, de trois à six mois ou plus

Si le conflit se prolonge et que les voies maritimes restent fermées pendant trois à six mois, voire plus, les pays dépendants du pétrole et du GNL iraniens et d'autres pays du Moyen-Orient enregistreront des taux de croissance plus faibles. Bien que les économies du Golfe ne représentent que 2 à 3 % du PIB mondial, un conflit prolongé dans cette région, perturbant les approvisionnements mondiaux en pétrole, en GNL et en engrais, aura des répercussions importantes sur l'économie mondiale. De même, une rupture de la chaîne d'approvisionnement en engrais pourrait menacer la sécurité alimentaire de l'Afrique et engendrer des troubles sociaux, aggravant ainsi la crise humanitaire, notamment dans la Corne de l'Afrique. Dans un scénario de conflit prolongé, les effets seraient

plus marqués et généralisés. Parallèlement, certains pays exportateurs nets de pétrole pourraient bénéficier de prix plus élevés. Le recul des investissements continentaux serait également significatif.

Des perturbations prolongées dans le détroit d'Ormuz maintiendraient les prix du pétrole à un niveau élevé et augmenteraient les primes d'assurance et les coûts de transport maritime.

Ceci se traduirait par une inflation plus élevée et des pressions budgétaires accrues, surtout si les gouvernements tentent d'atténuer la hausse des prix des carburants par des subventions. Les coûts d'emprunt pourraient également augmenter en raison d'une volatilité prolongée

des marchés financiers et d'une croissance économique plus faible. Par exemple, 50 % du pétrole et 30 % des importations chinoises de GNL transitent par le détroit d'Ormuz¹⁵. Une fermeture prolongée de ce détroit pourrait contraindre la Chine à trouver d'autres sources d'approvisionnement ou à réduire sa capacité de production. La Chine étant un partenaire commercial clé de l'Afrique et une source importante de financement de son développement, un ralentissement de sa croissance aurait des répercussions négatives sur les économies africaines.

15. Centre on Global Energy Policy (2026). Implications of the Conflict in the Middle East for China's Energy Security.



7. Recommandations de politiques

Plusieurs mesures politiques peuvent être prises à court, à moyen et à long terme pour faire face aux chocs résultant du conflit, en s'appuyant sur les expériences de la guerre en Ukraine et des chocs liés à la Covid-19. Le conflit actuel, associé aux restrictions commerciales et à l'incertitude de politique, offre à l'Afrique l'occasion de repenser ses chaînes d'approvisionnement, la valorisation des produits, la diversification des exportations et l'expansion des marchés régionaux grâce à la délocalisation de proximité et l'économie d'affinité. Cela devrait inciter à accélérer l'intégration des marchés régionaux et le développement des pôles logistiques et des zones industrielles afin de tirer parti de la ZLECAF.

Si les impacts économiques à court terme en Afrique de la guerre (inflation des prix de l'énergie et des aliments, risques de change, réduction des flux de capitaux et des investissements, augmentation des risques de refinancement de la dette, etc.) peuvent être abordés par des actions politiques ciblées ; s'attaquer à la vulnérabilité persistante des économies africaines créée par les chocs géopolitiques nécessite un recalibrage fondamental de la diplomatie politique et économique africaine pour affirmer son influence dans un monde de plus en plus multipolaire. Dans ce contexte, l'Afrique doit renforcer sa pertinence et son plaidoyer auprès d'agences multilatérales telles que les Nations Unies pour le respect de l'ordre mondial fondé sur des règles et des mécanismes pacifiques de résolution des différends par le biais d'instruments juridiques internationaux contraignants.

7.1. Actions de politique à court terme

À **court terme**, les pays africains devraient mettre l'accent sur :

i. La gestion stratégique des politiques monétaires et de change : Les banques centrales doivent empêcher que des chocs d'offre transitoires ne désancrent les anticipations d'inflation à long terme. Elles doivent être prêtes à agir avec détermination dès l'apparition d'effets de second tour, via l'inflation sous-jacente et les salaires. En période de dépréciation, l'accent doit être mis sur la maîtrise des perturbations des marchés. Cela permettra de concilier la stabilité des prix et des taux de change avec les objectifs de croissance.

ii. Garantir la prudence budgétaire et déployer des mesures de protection sociale ciblées : Les mesures de politique budgétaire propres à chaque pays doivent être adaptées au contexte afin de permettre aux gouvernements d'atténuer les effets négatifs de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie sur les ménages les plus vulnérables et les petites entreprises. Il convient toutefois de veiller à la prudence budgétaire, même en période de chocs mondiaux, en évitant les politiques généralisées de contrôle des prix, les subventions coûteuses et les exonérations fiscales généralisées sur les carburants, qui pourraient nuire à la résilience économique à moyen terme. À cet égard, l'expérience montre que les subventions généralisées aux carburants sont coûteuses sur le plan budgétaire et mal ciblées, profitant souvent de manière disproportionnée aux ménages à revenus élevés. Dans le contexte actuel, les transferts monétaires ciblés et les mécanismes de soutien temporaires sont donc plus susceptibles d'assurer une protection efficace et durable aux populations vulnérables.

iii. La gestion des profits exceptionnels et des réserves pétrolières/gazières. Les pays exportateurs de pétrole et de gaz en Afrique sont encouragés à conserver les revenus excédentaires en période de boom des prix vers des fonds souverains ou d'autres tampons de revenus pour des investissements productifs afin de se prémunir contre la correction inévitable des prix d'après-guerre. La politique budgétaire contracyclique aide à gérer les perturbations causées par la crise. Les pays disposant d'un fort potentiel énergétique (notamment le pétrole et le gaz) devraient également développer une capacité adéquate pour se préparer aux jours difficiles qui devront arriver à un moment donné.

iv. Coordination des politiques et activation des mécanismes de financement d'urgence : Les pays doivent assurer une coordination efficace à l'échelle du continent et activer des dispositifs de financement d'urgence, tels que des mécanismes mutualisés d'approvisionnement en carburant, des corridors alimentaires d'urgence, la diversification des sources d'approvisionnement en carburant, en denrées alimentaires et en engrais lorsque cela est logistiquement possible, ainsi que la mise en place de lignes temporaires de liquidité avec les banques centrales et les institutions régionales. La première série d'actions de politiques visant à atténuer l'impact de la guerre que les pays ont menées doit être évaluée au fur et à mesure de l'évolution de la guerre afin de renforcer la capacité de résilience face aux impacts potentiels à long terme du choc.

v. Programme de réponse aux crises : Afin d'atténuer les répercussions sur les pays membres régionaux, les partenaires au développement, les banques multilatérales de développement et les institutions financières africaines, notamment la Banque africaine de développement (BAD), devraient déployer des instruments contracycliques

tels qu'un soutien budgétaire d'urgence, des facilités de financement du commerce pour appuyer le financement des importations essentielles (produits alimentaires, carburants et engrais) des pays importateurs de pétrole, des dons/décaissements du FAD-17 pour les pays admissibles et des lignes de crédit conditionnelles pour les pays bénéficiant de programmes du FMI afin de constituer une réserve de liquidités complémentaire. La mise en œuvre de ces mesures devrait inclure une forte coordination avec des institutions sœurs telles que le Fonds international de développement agricole sur un programme de réponse alimentaire incluant un mécanisme d'accès aux engrais pour atténuer les impacts potentiels sur la production alimentaire en 2026, ainsi que des programmes de réponse adaptés pour les pays à risque important. En concevant ces instruments, des leçons peuvent être tirées des facilités de réponse à la COVID-19 de la BAD et d'autres banques multilatérales de développement.

vi. Assistance technique et services de conseil en matière de politiques aux pays : La BAD, la CEA, le PNUD, la CUA et les agences des Nations Unies, ainsi que d'autres partenaires au développement, devraient fournir une assistance technique et des services de conseil en matière de politiques publiques bien coordonnés aux pays afin de les aider à élaborer des réponses stratégiques immédiates adaptées à leur contexte national. Le Département des économies pays de la Banque coordonne déjà les actions menées dans les pays, en collaboration avec les représentants résidents du PNUD, les bureaux sous-régionaux de la CEA et d'autres partenaires, afin d'évaluer l'impact des mesures prises et de fournir une assistance technique et des services de conseil ciblés dans les pays africains.

vii. L'Union africaine devrait tirer parti de

la forte adhésion des pays africains aux agences et alliances internationales pour renforcer la souveraineté de l'Afrique dans la gouvernance mondiale en renforçant la diplomatie économique et en s'exprimant d'une seule voix sur les sujets géopolitiques, les droits humains universels, la paix et la sécurité et le droit international. La nature des vents contraires auxquels le continent est confronté exige une unité absolue de but et des partenariats stratégiques pour renforcer la représentation politique et économique de l'Afrique dans la gouvernance mondiale.

7.2. Actions politiques à moyen et long terme

À moyen et long terme, le continent devrait mettre l'accent sur les mesures suivantes :

i. Approfondissement de l'intégration régionale et du commerce intrarégional : Afin de réduire leur vulnérabilité aux chocs d'approvisionnement et de renforcer leur résilience économique dans un contexte géopolitique de plus en plus incertain, les pays africains doivent accélérer l'intégration économique régionale et le commerce intra-régional. Les institutions financières et de développement régionales africaines, telles que la Banque africaine de développement et Afreximbank, devraient soutenir la mise en œuvre accélérée de la ZLECAf afin de renforcer les liens commerciaux entre les zones déficitaires et les zones excédentaires du continent et de contribuer à une résilience africaine plus large face à des chocs de cette nature.

ii. Mobilisation des capitaux intérieurs à grande échelle : Les chocs mondiaux récurrents et les conflits géopolitiques font de l'incertitude croissante la nouvelle norme. Les pays sont contraints de donner la priorité à la mobilisation des capitaux

et aux investissements pour assurer leur sécurité nationale et faire face aux difficultés récurrentes qui pèsent sur leurs économies. Les dépenses de sécurité nationales et régionales (énergie, alimentation, défense, partenariats commerciaux) et la résilience économique seront des priorités pour les pays donateurs. L'Afrique devrait suivre cette voie. L'époque où l'Afrique dépendait des flux financiers extérieurs (APD, IDE et flux de portefeuille) pour financer son développement est révolue. Face à la fréquence des chocs mondiaux et à la possibilité d'une fragmentation continue de l'économie mondiale, l'autonomie économique devient encore plus cruciale. L'Afrique doit renforcer la mobilisation de ses ressources nationales et mobiliser des capitaux à long terme par le biais de ses marchés, de ses fonds de pension, de ses fonds souverains et d'instruments de financement mixte (Rapport économique sur l'Afrique 2026, CEA). En revanche, le continent dispose de plus de 1 400 milliards de dollars de capitaux nationaux qui peuvent être mobilisés pour soutenir son propre développement (voir PEA 2025). Le rapport PEA 2025 présente des politiques claires et applicables pour atteindre cet objectif. Ainsi, les pays africains devraient renforcer la mobilisation des ressources intérieures afin de préserver et de reconstituer des marges de manœuvre budgétaires permettant de maintenir les dépenses essentielles en période de chocs externes.

iii. Diversifier le mix énergétique de l'Afrique pour renforcer la sécurité énergétique. Le continent possède un potentiel technique considérable en matière d'énergies renouvelables (plus de 45 % du potentiel mondial), d'ensoleillement, de vastes ressources en hydrogène vert et de gisements de pétrole et de gaz. Accroître les investissements pour exploiter ce potentiel peut contribuer à équilibrer le mix énergétique, à réduire la dépendance aux

importations de pétrole et de gaz et à fournir des sources d'énergie verte alternatives pour son propre développement et celui de ses partenaires commerciaux. Investir dans le barrage d'INGA, l'initiative « Du désert à l'énergie » (« Desert to Power ») et la Mission 300, devraient devenir des priorités absolues pour les institutions financières de développement africaines et les partenaires au développement. L'Afrique devrait accélérer la mise en œuvre intégrale des projets énergétiques afin de garantir sa sécurité énergétique. Cela inclut la construction de barrages hydroélectriques, de lignes de transport d'électricité transfrontalières, de grands parcs solaires et de gazoducs. Développer un portefeuille de mini-projets photovoltaïques hors réseau en milieu rural et d'énergie verte pour les infrastructures publiques urbaines pourrait réduire le coût des importations de carburant et libérer des ressources actuellement consacrées à ces importations.

Par ailleurs, les importantes réserves gazières de l'Afrique pourraient être mieux exploitées pour la transition énergétique du continent et pour les exportations. Les pays devraient plaider conjointement en faveur d'investissements accrus dans le développement des ressources gazières africaines en tant qu'énergie de transition dans le mix énergétique mondial. Ces investissements contribueront à renforcer la sécurité énergétique de l'Afrique et à créer des opportunités d'exportation en période de crises mondiales, à créer des emplois pour les jeunes Africains et à renforcer la position de l'Afrique sur les marchés mondiaux de l'énergie. Les investissements émergents dans les raffineries nationales, telles que la raffinerie Dangote au Nigéria (qui s'approvisionne localement en pétrole brut entre 300 000 et 550 000 barils et a une capacité de traitement de 650 000 barils par jour), pourraient contribuer à approvisionner

les marchés régionaux et à réduire la dépendance aux produits pétroliers importés. Cependant, cela nécessiterait des réseaux de transport transfrontaliers, notamment routiers, ferroviaires et maritimes, avec des ports dotés d'infrastructures appropriées, comme des terminaux pétroliers. Les investissements dans la production de véhicules électriques dans certains pays africains constituent un pas dans la bonne direction. Ces initiatives naissantes pourraient réduire considérablement la dépendance de l'Afrique aux importations d'énergie, si elles sont soutenues par des systèmes de franchise et/ou des politiques d'approvisionnement privilégiées mises en place par les pays africains.

iv. Promouvoir des systèmes de fertilisation durables et ancrés localement : Afin de réduire la vulnérabilité agricole liée à la dépendance aux engrais importés et aux perturbations des approvisionnements extérieurs, les pays africains doivent accélérer le développement de la production locale et régionale d'engrais, tout en promouvant des alternatives adaptées au climat. Un investissement accru dans la recherche agricole, la santé des sols et la gestion intégrée de la fertilité des sols, ainsi que le soutien à l'utilisation de biofertilisants, d'intrants biologiques et de cultures fixatrices d'azote, sont des leviers essentiels pour la mise en œuvre de systèmes agricoles plus résilients et durables. Cette transition devrait être renforcée par la promotion de l'échange de bonnes pratiques et la diffusion des meilleures pratiques de pays comme le Maroc, le Nigéria, l'Éthiopie et le Kenya.

v. Accélérer la réforme de l'architecture financière africaine afin de renforcer le rôle de l'Afrique sur les marchés financiers mondiaux. Cela permettrait à l'Afrique d'atteindre une plus grande autonomie en matière de financement du développement. Il est urgent d'accélérer la mise en œuvre :

(a) de la Nouvelle Architecture Financière Africaine (NAFA) pilotée par le Président de

la Banque africaine de développement. En s'appuyant sur le principe de subsidiarité, la NAFA devrait favoriser une collaboration plus étroite entre les institutions financières africaines afin de mobiliser des financements pour le développement à grande échelle et soutenir une croissance inclusive et durable en Afrique.

(b) du Mécanisme africain de stabilité financière (MASF). Les chocs simultanés qui frappent de nombreux États africains, en l'absence de mécanisme de soutien à la liquidité propre à l'Afrique, illustrent précisément la lacune systémique que le MASF vise à combler. Le MASF a été approuvé par le Conseil exécutif de l'Union africaine, et les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont appelé le Groupe de la Banque et la Commission de l'Union africaine, à accélérer sa mise en œuvre. L'Afrique devrait tirer parti des opportunités offertes par ces crises récurrentes en collaborant avec la Commission de l'Union africaine dans le but de développer des instruments de réponse aux chocs et des mécanismes d'échange du service de la dette, afin de faire face à l'augmentation des risques de refinancement de la dette.

(c) Les particuliers fortunés d'Afrique, les philanthropes et la diaspora africaine pourraient mobiliser et optimiser leurs financements pour le développement du continent. En 2022, la Banque a collaboré avec la Commission de l'Union africaine (CUA), le Secrétariat de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur une initiative visant à mobiliser les particuliers fortunés de la diaspora africaine pour financer le développement en Afrique. Les institutions financières africaines devraient concevoir des instruments novateurs pour exploiter ces initiatives et compléter les financements existants pour le développement en Afrique. Les périodes de crise peuvent également

souligner la nécessité d'innover dans le financement du développement.

(d) L'Institut monétaire africain (AMI). La mise en œuvre de l'AMI, étape vers la Banque centrale africaine (BCA), témoigne de l'engagement renouvelé de l'Afrique à renforcer l'intégration financière et monétaire afin d'accroître sa résilience économique, d'approfondir le commerce intra-africain et de soutenir la mise en œuvre effective d'initiatives continentales telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Un système monétaire et financier plus intégré devrait contribuer à réduire les coûts de transaction, à améliorer les systèmes de paiement et de règlements et à faciliter les investissements et le commerce transfrontaliers en Afrique.

(e) L'Agence africaine de notation de crédit (AfCRA). La vision qui sous-tend la mise en œuvre de l'AfCRA est d'établir une institution techniquement rigoureuse, indépendante et internationalement crédible, capable de fournir des évaluations de crédit souveraines et infranationales fondées sur une compréhension nuancée des structures économiques africaines, des profils de vulnérabilité et des trajectoires de transformation structurelle. Son objectif n'est pas de remettre en cause l'existence des agences mondiales établies, mais de compléter l'architecture mondiale de notation en réduisant les asymétries d'information, en améliorant la différenciation des risques et en renforçant la transparence analytique. Ce faisant, l'Agence africaine de notation de crédit contribuerait à une tarification plus précise du risque souverain africain et aiderait à atténuer les effets de contagion qui traitent fréquemment des économies diverses comme une classe d'actifs homogène.

vi. Investir dans le renforcement de la consolidation de la paix et de la sécurité régionale en Afrique : Face à la multipolarité mondiale croissante, les pays africains devraient continuer à privilégier l'unité, la diplomatie

coordonnée par la paix et la stabilité régionale, y compris en matière de sécurité le cas échéant. L'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CER) devraient renforcer la coordination des systèmes d'alerte précoce, du partage de renseignements et des mécanismes d'intervention rapide afin d'éviter les débordements de conflits extérieurs. Ils devraient également accélérer l'opérationnalisation et le financement de la Force africaine de réserve et renforcer l'engagement diplomatique pour maintenir la stabilité régionale. Une coopération renforcée en matière de sécurité maritime, en particulier le long des routes commerciales critiques, est essentielle pour protéger les chaînes d'approvisionnement et les flux énergétiques. Il ne peut y avoir de développement sans paix. Et dans un monde de plus en plus multipolaire, l'unité africaine est une nécessité existentielle.

vii. L'Afrique devrait continuer de renforcer sa position collective dans les négociations internationales, notamment sur la dette, les minéraux critiques et les ressources stratégiques, afin d'obtenir des résultats plus justes et plus durables. Les pays devraient poursuivre leur engagement en faveur de la réforme de l'architecture financière mondiale, en s'appuyant sur la dynamique insufflée par le Groupe de travail africain de haut niveau sur l'architecture financière mondiale. Une approche continentale plus coordonnée des développements géopolitiques pourrait aider les pays africains à mieux gérer les pressions extérieures et à réduire leur vulnérabilité aux actions unilatérales.

7.3. Réponses de politiques au niveau national et vulnérabilité différenciée

Le niveau de vulnérabilité des pays et les mesures de politique adoptées sont très hétérogènes à travers l'Afrique. Si tous les pays sont exposés à la crise en raison de la hausse des coûts de l'énergie, de l'alimentation et de la logistique, l'intensité de l'impact varie considérablement selon leurs caractéristiques structurelles, notamment leur dépendance aux importations, leurs marges de manœuvre macroéconomiques et leurs capacités institutionnelles.

Les économies fragiles et à faibles marges de manœuvre macroéconomiques sont les plus exposées au choc. Les pays dont la situation budgétaire est précaire, les réserves de change limitées et la dépendance aux importations de carburants et de produits alimentaires, sont confrontés à des risques accrus d'inflation, d'insécurité alimentaire et d'instabilité macroéconomique. Dans plusieurs de ces contextes, les réponses politiques restent limitées et se restreignent souvent à la surveillance ou à la coordination humanitaire.

Les réponses de politique des différents pays demeurent inégales et reflètent des degrés de préparation et des marges de manœuvre variables. Certains pays ont mis en œuvre des mesures proactives – notamment des mécanismes de lissage des prix des carburants, des subventions ciblées, des ajustements fiscaux et des stratégies de diversification des approvisionnements – tandis que d'autres restent en phase d'observation en raison de l'incertitude ou de capacités budgétaires et institutionnelles limitées.

Une approche de politique différenciée est donc nécessaire pour soutenir efficacement les pays. Les pays les plus vulnérables nécessitent un soutien immédiat axé sur la stabilisation macroéconomique, la sécurité alimentaire et énergétique, et la protection des populations vulnérables. Les pays moyennement vulnérables offrent des opportunités d'action préventive grâce au renforcement des marges de manœuvre macroéconomiques et à la planification d'urgence. Les économies plus résilientes peuvent jouer un rôle stabilisateur en soutenant le commerce régional, les investissements et l'intégration des chaînes d'approvisionnement.

Les partenaires de développement un rôle crucial à jouer pour appuyer les mesures nationales engagées. Par le biais d'un soutien budgétaire, du financement du commerce, de garanties et d'investissements ciblés dans l'énergie, l'agriculture et la logistique, les partenaires au développement peuvent apporter un soutien opportun et catalyseur. La plateforme conjointe BAD-CUA-CEA-PNUD offre une base solide pour un appui analytique coordonné, un dialogue politique et un engagement opérationnel aux niveaux national et continental.¹⁶

16. Une cartographie détaillée des vulnérabilités au niveau national et des réponses de politiques est fournie dans les tableaux A.7.a et A.7.b de l'annexe.



8. Conclusion

Le conflit au Moyen-Orient constitue un nouveau choc mondial qui aggrave les conséquences récentes de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et des répercussions des droits de douane américains annoncés en avril 2025. Bien que les répercussions sur les économies africaines et mondiales puissent être considérables, surtout si le conflit se prolonge au-delà de trois mois, certains facteurs structurels pourraient en atténuer les effets. Parmi ces facteurs, on peut citer la moindre dépendance au pétrole de nombreuses économies par rapport à la décennie précédente, conséquence notamment des progrès technologiques et de la diversification énergétique. Par ailleurs, les banques centrales ont mieux maîtrisé les anticipations d'inflation depuis qu'elles ont tiré les leçons des années 1970. Les répercussions des récents chocs mondiaux ont été considérables, mais les économies africaines ont fait preuve d'une résilience remarquable. Le taux de croissance du PIB africain a rebondi rapidement, même après la première récession de 2020 consécutive à la

pandémie de COVID-19. Les conséquences de la guerre en Ukraine et des récentes taxes douanières américaines ont été moins marquées, plusieurs pays africains affichant une croissance remarquable. Le rapport « Perspectives et performances macroéconomiques » pour l'année 2026 indique que l'Afrique est en passe de dépasser l'Asie pour devenir la région du monde à la croissance la plus rapide, 12 des 20 économies à la croissance la plus rapide au monde étant africaines. Trente-deux économies africaines ont enregistré une hausse de leur taux de croissance en 2025, dont 22 avec une croissance du PIB réel supérieure à 5 %.

À court terme, les conséquences attendues du conflit sur les pays africains comprennent une augmentation des pressions inflationnistes due à la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, une dépréciation de la monnaie par rapport au dollar américain, une aggravation des risques de refinancement de la dette, ainsi qu'une réduction des flux de capitaux et des investissements, notamment des investissements directs étrangers et

des transferts de fonds. Ces conséquences devraient être plus graves dans les 43 pays africains importateurs nets de pétrole. Si les pays exportateurs de pétrole peuvent bénéficier d'une manne financière à court terme grâce à la hausse des prix du pétrole, aux contraintes structurelles et aux capacités de production limitées, la procyclicité des politiques budgétaires pourraient atténuer ces gains.

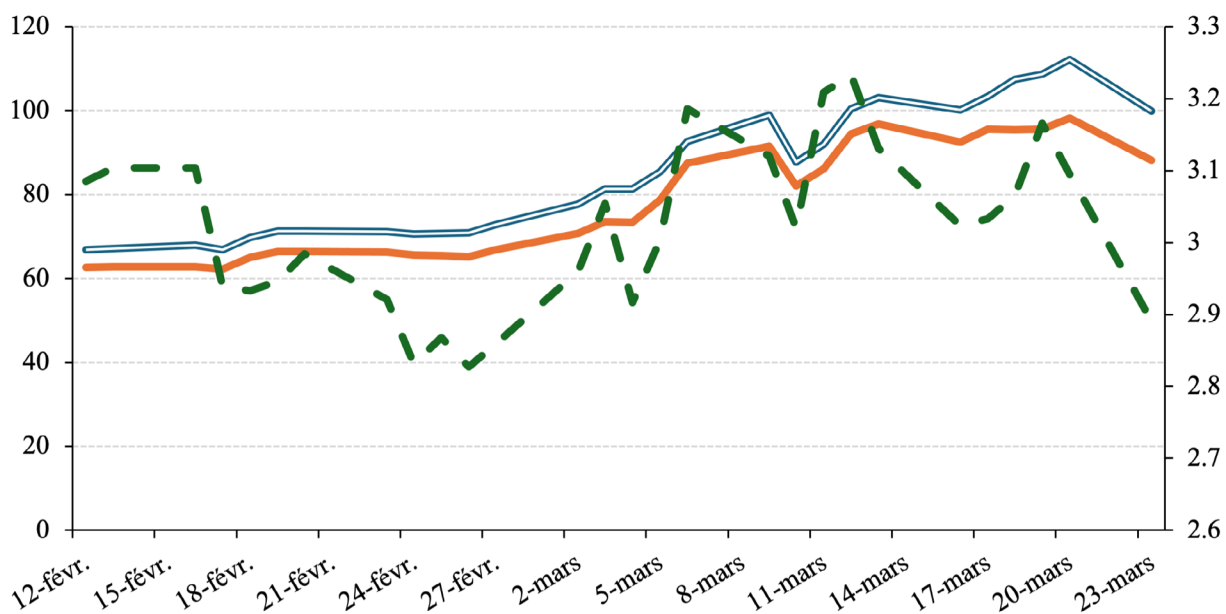
Pour faire face aux répercussions de la guerre en Iran sur les économies africaines, il est indispensable de mettre en œuvre des priorités politiques bien coordonnées à court, moyen et long terme. À court terme, les pays africains devraient intensifier leurs efforts et mettre en œuvre des politiques monétaires et budgétaires coordonnées afin de maîtriser les pressions inflationnistes et d'assurer une gestion efficace des recettes exceptionnelles et des réserves de pétrole et de gaz, en particulier pour les pays exportateurs de pétrole. Les autorités devraient également octroyer des subventions ciblées pour atténuer l'impact de la hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires sur les populations les plus vulnérables. À moyen et long terme, les pays africains doivent approfondir l'intégration et le commerce régionaux en accélérant la mise en œuvre de la ZLECAf, en renforçant la

mobilisation des capitaux nationaux, en diversifiant le mix énergétique africain, en développant les marchés régionaux de l'énergie afin de réduire la dépendance énergétique, en accélérant la réforme de l'architecture financière africaine pour renforcer le rôle de l'Afrique sur les marchés financiers mondiaux et en investissant dans la consolidation de la paix sur le continent. Les partenaires de développement, L'UA, la CEA et le PNUD, appellent conjointement les pays membres régionaux des BMD et des institutions de financement du développement (IFD), notamment la Banque africaine de développement (BAD), à mettre en place un programme de réponse aux crises afin d'atténuer les répercussions sur les opérations de la Banque et de soutenir les pays les plus vulnérables. La BAD, la CUA, le PNUD et la CEA devraient également mobiliser leurs partenaires pour fournir une assistance technique coordonnée et des services de conseil en matière de politiques aux pays membres régionaux. Ces quatre institutions partenaires continueront de suivre l'évolution des conflits en Afrique afin d'éclairer les mises à jour concernant les options de politiques nécessaires aux pays africains pour y faire face.



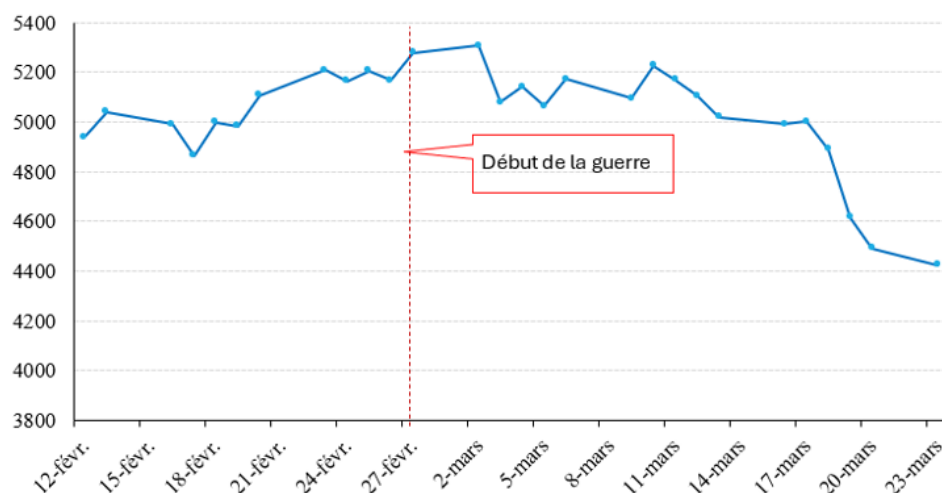
9. Annexes

Figure A. 1: Prix du pétrole et du gaz naturel, 12 février – 23 mars 2026



Source: Bloomberg (2026) et compilation des services de la BAD.

Note : L'axe vertical gauche représente les prix du pétrole brut Brent et WTI tandis que l'axe vertical droit représente le gaz naturel.

Figure A. 2: Prix de l'or (USD par once troy), 12 février – 23 mars 2026

Source: Compilation des services de la BAD à partir de la base de données Bloomberg

Tableau A. 1 : Notations de risque des pays africains

Vingt-et-un pays présentent un risque élevé de surendettement ou sont déjà en situation de surendettement

Modéré	Élevé	En surendettement
Bénin	Burundi	Congo, Rép.
Burkina Faso	Cameroun	Djibouti
Cabo Verde	République centrafricaine	Éthiopie
Congo, Rép. Dém.	Tchad	Malawi
Côte d'Ivoire	Comores	São Tomé-et-Príncipe
Guinée	Gambie	Soudan
Lesotho	Ghana	Zimbabwe
Libéria	Guinée-Bissau	
Madagascar	Kenya	
Mali	Mozambique	
Mauritanie	Niger	
Rwanda	Sierra Leone	
Sénégal	Soudan du Sud	
Somalie	Zambie	
Tanzanie		
Togo		
Ouganda		
17	14	7

Note: Situation au 28 février 2026.

Source : Calculs des auteurs en utilisant la base des notes des bureaux pays 2026 de la BAD; FMI/FEM 2026 ; Rapports d'évaluation de la viabilité de la dette FMI/BM ; Analyse de la viabilité de la dette des pays à faible revenu du FMI.

Tableau A. 2 : Prix des matières premières, 12 février - 23 mars 2026

Date	Pétrole Brent	Pétrole WTI	Gaz naturel	Or
12/02/2026	66,91	62,65	3,09	4941,24
13/02/2026	67,09	62,75	3,10	5042,04
16/02/2026	67,97	...	...	4991,81
17/02/2026	66,87	62,26	2,94	4865,34
18/02/2026	69,77	65,05	2,93	4999,20
19/02/2026	71,27	66,4	2,95	4985,01
20/02/2026	71,3	66,48	2,98	5107,45
23/02/2026	71,11	66,31	2,92	5207,96
24/02/2026	70,58	65,63	2,831	5163,76
25/02/2026	70,69	65,42	2,87	5207,01
26/02/2026	70,84	65,21	2,83	5167,34
27/02/2026	72,87	66,89	2,86	5278,93
02/03/2026	77,74	70,72	2,96	5306,77
03/03/2026	81,40	73,55	3,05	5079,45
04/03/2026	81,40	73,46	2,92	5141,30
05/03/2026	85,41	78,64	3,00	5063,09
06/03/2026	92,69	87,52	3,19	5171,74
09/03/2026	98,96	91,48	3,12	5096,13
10/03/2026	87,80	82,1	3,02	5227,78
11/03/2026	91,98	86,07	3,21	5169,95
12/03/2026	100,46	94,43	3,233	5105,43
13/03/2026	103,14	96,84	3,13	5019,49
16/03/2026	100,21	92,46	3,02	4991,38
17/03/2026	103,42	95,53	3,03	5002,54
18/03/2026	107,38	95,46	3,07	4890,53
19/03/2026	108,65	95,55	3,17	4616,17
20/03/2026	112,19	98,23	3,10	4492,42
23/03/2026	99,94	88,13	2,89	4426,39

Source : Calculs des auteurs à partir de la base de données Bloomberg

Tableau A. 3 : Prix à la pompe des carburants dans certains pays africains, 23 février comparé au 23 mars 2026

a : Prix à la pompe de l'essence				
Pays	Devise	23/02/2026	23/03/2026	Hausse (%)
Cabo Verde	CVE	121,40	129,50	6,7
Égypte	EGP	21,00	24,00	14,3
Ghana	GHS	13,50	14,35	6,3
Lesotho	LSL	17,70	17,95	1,4
Maroc	MAD	12,13	13,82	13,9
Sierra Leone	SLL	28 500,00	32 000,00	12,3
Afrique du Sud	ZAR	19,69	19,89	1,0
Tanzanie	TZS	2 788,00	2 864,00	2,7
Zimbabwe	ZWD	1 560,00	2 170,00	39,1
Royaume-Uni	GBP	1,32	1,44	9,5
United States	USD	0,87	1,13	30,2
b : Prix à la pompe du diesel				
Pays	Devise	23/02/2026	16/03/2026	Variation (%)
Cabo Verde	CVE	103,90	108,80	4,7
Égypte	EGP	17,50	20,50	17,1
Ghana	GHS	12,63	14,98	18,6
Lesotho	LSL	18,85	19,4	2,9
Maroc	MAD	10,51	12,76	21,4
Sierra Leone	SLL	28 500,00	35 000,00	22,8
Afrique du Sud	ZAR	20,72	21,27	2,7
Tanzanie	TZS	2 701,00	2 858,00	5,8
Zimbabwe	ZWD	1 520,00	2 050,00	34,9
Rwanda	RWF	1 900,00	1 948,00	2,5
Royaume-Uni	GBP	1,42	1,67	18,0
États-Unis	USD	1,01	1,42	41,2

Source: Auteurs à partir de la base des données de globalpetrolprices.com

Tableau A. 4 : Importations de pétrole, 2020 – 2024

Section A : Importations africaines de pétrole brut (millions USD)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Monde	9 618,8	10 179,1	12 149,1	10 602,1	10 896,3
Dont : Pays du Golfe	4 364,5	4 315,8	5 585,1	2 705,0	1 564,5
Iran (Répub- lique islamique)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Koweït	793,3	422,5	1 364,1	688,5	17,6
Arabie saoudite	2 888,6	3 284,2	4 077,5	1 728,5	1 350,3
Émirats arabes unis	403,3	307,2	143,5	109,6	115,1
Section B : Importations africaines de pétrole brut en provenance des pays du Golfe (en % du total des importations mondiales de pétrole brut)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Pays du Golfe	45,4	42,4	46,0	25,5	14,4
Iran (Répub- lique islamique)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Koweït	8,2	4,2	11,2	6,5	0,2
Arabie saoudite	30,0	32,3	33,6	16,3	12,4
Émirats arabes unis	4,2	3,0	1,2	1,0	1,1
Section C : Importations africaines de pétrole raffiné (millions USD)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Monde	33 557,0	56 281,6	104 306,1	96 906,1	88 474,7
Dont : Pays du Golfe	7 334,8	13 240,0	27 621,8	27 584,0	27 955,4
Iran (Répub- lique islamique)	1,9	4,4	3,7	2,4	4,2
Koweït	657,2	873,3	1 684,5	2 327,2	2 590,8
Arabie saoudite	2 166,4	6 070,4	11 399,3	10 220,4	10 582,4
Émirats arabes unis	4 430,1	6 198,4	14 185,7	14 535,9	14 398,7

Section D : Importations africaines de pétrole raffiné en provenance des pays du Golfe (en % du total des importations mondiales de pétrole raffiné)

	2020	2021	2022	2023	2024
Pays du Golfe	21,9	23,5	26,5	28,5	31,6
Iran (République islamique)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Koweït	2,0	1,6	1,6	2,4	2,9
Arabie saoudite	6,5	10,8	10,9	10,5	12,0
Émirats arabes unis	13,2	11,0	13,6	15,0	16,3

Source: Calculs des auteurs à partir de données de la CNUCED.

Tableau A. 5 : Performance de certains marchés boursiers africains, 12 février – 23 mars 2026

Date	Côte d'Ivoire	Égypte	Ghana	Kenya	Maurice	Maroc	Namibie	Nigéria	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
12/02/2026	383,3	50490,2	9 685,44	3525,35	2321,99	18645,43	213,02	178625,6	122213,4	14595,47	476,35	26315,65
13/02/2026	387,73	52308,32	10263,26	3633,13	2332,11	18573,12	216,69	182313,1	120584,1	14626,36	481,76	26403,51
16/02/2026	390,83	51493,53	10527,67	3671,94	2347,03	18827,6	215,95	190281,6	120988,6	14604,38	...	26331,16
17/02/2026	393,27	51833,76	11181,76	3704,27	...	18724,05	215,05	189362,9	119410	14580,13	483,4	26347,33
18/02/2026	392,19	52222,34	11344,47	3678,01	2343,06	18687,9	214,34	190428	122517,3	14626,8	481,69	26320,78
19/02/2026	394,28	50667,67	11385,06	3641,21	2337,48	18736,57	211,19	193073,5	121844,6	14730,2	495,22	26347,12
20/02/2026	402,38	49560,88	11758,96	3622,57	2336,38	18701,04	209,88	194989,8	123022	14813,98	496,32	26361,66
23/02/2026	404,84	50870,06	11997,43	3628,9	2336,14	18651,76	210,87	196263,5	125052,1	14948,59	497,35	26585,56
24/02/2026	405,72	50390,21	12167,45	3597,23	2332,21	18582,49	213,02	194484,6	125162,1	15090,39	501,31	26585,56
25/02/2026	409,51	49014,32	12280,01	3659,04	2327,53	18526,39	214,97	194370,2	126742,4	15173,7	500,97	26585,56
26/02/2026	416,33	49212,83	12532,73	3695,62	2323,06	18369,94	215,62	193567,8	126583,8	15122,84	498,06	26854,65
27/02/2026	417,71	47984,26	12830,56	3750,45	2319,37	18140,55	216,08	192826,8	128455,7	15174,64	500,41	26854,65
02/03/2026	416,85	47692,49	13356,64	3758,73	2290,21	17377	215,36	195514	126991	15049,2	502,68	26854,65
03/03/2026	418,63	46725,81	13731,26	3712,72	2285,41	16399,25	212,81	196621,9	119962,8	14968,91	505,93	27259,23
04/03/2026	413,56	46452,14	14022,93	3617,17	2238,01	16655,58	208,22	194463,2	121114,3	14933,02	507,59	27259,23
05/03/2026	411,08	47516,44	14160,22	3586,16	2257,16	17351,61	207,67	196807,2	120167,4	14986,22	506,83	27088,83
06/03/2026	411,44	46774,24	...	3604,75	2269,9	17097,54	208,41	196968,1	116583,4	14951,24	507,28	27259,23
09/03/2026	413,71	46414,85	14589,76	3612,26	2247,15	16533,57	207,07	197197	116785,8	14877,24	507,58	...
10/03/2026	416,46	47772,74	15182,38	3613,23	2246,11	16902,46	206,8	196066,1	119606,9	15049,43	509,2	27259,23
11/03/2026	414,49	47195,39	15406,09	3629,23	2246,47	17157,04	208,31	195898,5	117398,5	15268,18	511,06	27259,23
12/03/2026	416,63	46790,96	15525,24	3667,83	...	17157,76	211,05	196910,4	116948,4	15499,14	512,76	27259,23
13/03/2026	413,71	45926,93	15614,81	3691,17	2247,73	16855,82	211,31	198407,3	114924,2	15413,59	514,87	27021,57
16/03/2026	...	45187,72	15845,05	3700,14	2238,55	16942,5	211,63	201474,9	116562,3	15237,45	516,22	...
17/03/2026	412,02	46054,61	15872,11	3703,41	2229,07	17065,2	211,11	202559,6	117252,5	15388,53	516,24	27259,23
18/03/2026	411,59	47611,96	15919,07	3686,31	2226,88	17511,9	211,29	201156,8	113709,8	15432,03	518,04	27216,68
19/03/2026	408,62	...	15782,14	3661,11	...	17243,58	209,42	...	110572,1	15528,1	519,96	27259,23
20/03/2026	...	...	15700,75	...	2223,2	...	...	...	110070,2	...	...	27148,08
23/03/2026	402,99	...	15700,75	3604,9	2227,27	...	203,63	199014	110460,1	15584,07	521,10	27148,08

Source: Authors based on Bloomberg

Table A. 6: ODA to Africa (USD Million), 2020 - 2024

	2020	2021	2022	2023	2024
Donateur					
Tous les donateurs	73 686,8	75 943,5	70 143,1	69 426,4	74 594,0
Qatar	96,1	93,2	120,0	95,4	74,6
Arabie saoudite	444,9	5 188,8	5 044,5	759,9	43,6
Émirats arabes unis	1 179,1	347,5	438,0	403,6	938,2

Source: OCDE et statistiques de la BAD

Tableau A.7. a : Mesures initiales prises par les pays*

Pays	Région	Niveau de vulnérabilité (Révisé)	Principaux facteurs de vulnérabilité	Mesures de réponse politique entreprises	Interventions requises	Partenariats avec les PDs
Cameroon	Afrique centrale	Moyen	Exposition aux importations de carburant et à l'inflation ; pressions sur la chaîne d'approvisionnement ; dépendance aux intrants importés.	Gestion des prix du carburant ; discussions sur l'approvisionnement régional.	Renforcer la maîtrise de l'inflation ; sécuriser les chaînes d'approvisionnement en carburants et en intrants intermédiaires ; améliorer le suivi des prix et la planification des mesures d'urgence.	Coordination des politiques entre la BAD, la CEA et le PNUD ; appui analytique de la Banque mondiale et du FMI en cas de besoin ; collaboration en matière de logistique, de systèmes alimentaires et de résilience énergétique.
République centrafricaine	Afrique centrale	Elevé	Fragilité ; marges de manœuvre très faibles ; dépendance aux importations ; espace de politique limité.	Réponse limitée ; suivi uniquement.	Renforcer les marges de manœuvre ; apporter un soutien humanitaire ; protéger l'accès à l'alimentation et au carburant ; renforcer la prestation des services de base.	La BAD avec les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires ; la Banque mondiale et l'UE, le cas échéant ; coordination CEA-PNUD-BAD sur une réponse adaptée à la fragilité.
Tchad	Afrique centrale	Elevé	Exportateur de pétrole, mais vulnérable aux importations de carburants raffinés, à l'inflation des importations alimentaires et à la volatilité des recettes.	Aucune mesure spécifique n'a été prise face à la crise pour le moment ; les autorités attendent compte tenu de la volatilité de la situation.	Réaliser une analyse d'impact budgétaire plus approfondie ; gérer prudemment les recettes pétrolières exceptionnelles ; éviter les dépenses procycliques ; préserver les réserves ; diversifier au fil du temps.	L'engagement analytique de la Banque mondiale est noté ; coordination tripartite entre la BAD, la CEA et le PNUD ; collaboration possible en matière de gestion budgétaire, de sécurité alimentaire et de diversification.
Congo	Afrique centrale	Elevé	Exportateur de pétrole, mais limité par des goulots d'étranglement structurels et des revenus déjà engagés.	Aucune mesure immédiate ; on compte sur les hausses attendues des recettes pétrolières.	Améliorer la gestion budgétaire ; gérer prudemment les rentées d'argent exceptionnelles ; reconstruire les réserves ; diversifier l'économie.	La BAD collabore avec le FMI et la Banque mondiale sur la gestion budgétaire ; le soutien tripartite de la CEA et du PNUD en matière de politiques publiques ; une coordination possible sur la diversification et le suivi des risques liés à la dette.
RDC	Afrique centrale	Elevé	Fort dépendance aux importations ; faibles réserves budgétaires et de change ; risques de perturbation des chaînes d'approvisionnement.	Mécanismes de coordination de haut niveau ; suivi.	Renforcer les réserves budgétaires et de change ; sécuriser les chaînes d'approvisionnement ; étendre la protection sociale ciblée ; renforcer la coordination monétaire et budgétaire.	La BAD collabore avec le FMI et la Banque mondiale sur la stabilisation ; analyse tripartite avec la CEA et le PNUD ; collaboration sur les chaînes d'approvisionnement, l'agriculture et les importations essentielles.
Guinée équatoriale	Afrique centrale	Elevé	Dépendance au pétrole ; diversification limitée ; vulnérabilité à moyen terme malgré des gains de revenus à court terme.	Aucune mesure immédiate.	Ajustement budgétaire progressif ; renforcement du fonds de stabilisation ; recours à un soutien ciblé en cas de hausse des coûts mondiaux ; mise en œuvre de réformes fiscales ; accélération de la diversification.	Dialogue technique entre la BAD, le FMI et la Banque mondiale ; soutien tripartite aux politiques de la CEA-PNUD-BAD ; possibilité d'engagement sur la réforme fiscale, la diversification et le ciblage de la protection sociale.
Gabon	Afrique centrale	Moyen	Inflation importée ; exposition via l'alimentation et les produits	Maintien des subventions sur les	Rationaliser progressivement les subventions ; renforcer la discipline	Cellule de coordination dirigée par l'ONU ; la BAD peut collaborer avec le système des

* Les réponses de politiques des pays sont fondées sur les informations recueillies par les économistes pays. Le reste du contenu du tableau repose sur les analyses et l'appréciation des auteurs.

			de première nécessité ; marge de manœuvre budgétaire sous pression.	carburants ; suspension des taxes sur les produits de première nécessité ; mise en place d'un contrôle des prix ; centralisation des achats.	budgétaire ; améliorer le contrôle des prix et la surveillance du marché ; soutenir les groupes vulnérables.	Nations Unies, la Banque mondiale et le FMI sur la résilience macroéconomique, sociale et liée aux achats.
Burundi	Afrique de l'Est	Elevé	Fragilité : forte dépendance aux importations ; pressions liées à la dette et aux taux de change ; faible gouvernance du secteur des combustibles ; vulnérabilité des intrants alimentaires.	Aucune mesure concrète pour l'instant ; les discussions sont en cours.	Solliciter un programme macroéconomique soutenu par le FMI ; mobiliser un soutien budgétaire de la BAD, de la Banque mondiale et de l'UE ; réformer la gouvernance du secteur des carburants ; libéraliser les prix à la pompe avec un soutien ciblé aux transports ; sécuriser les intrants d'engrais pour la saison des semis.	FMI pour la stabilisation macroéconomique ; BAD/BM/UE pour le soutien budgétaire ; appui tripartite CEA-PNUD-BAD en matière de politiques ; coordination avec les partenaires agricoles sur l'accès aux engrais.
Comoros	Afrique de l'Est	Elevé	Économie insulaire de petite taille ; forte dépendance aux importations de carburant et de produits alimentaires ; faibles réserves de sécurité.	Aucune mesure officielle pour l'instant ; suivi.	Réaliser une évaluation d'impact rapide ; impliquer rapidement les principaux pays bénéficiaires ; préparer des mesures d'urgence en matière d'alimentation et de carburant ; renforcer la protection sociale.	Partenaires assurant actuellement le suivi : la BAD avec la Banque mondiale, le FMI et les agences des Nations Unies selon les besoins ; appui tripartite UNECA-PNUD-BAD en matière de diagnostic et de conception de la réponse.
Djibouti	Afrique de l'Est	Moyen	Fort dépendance aux importations d'énergie ; exposition à des risques stratégiques en matière de sécurité ; risques liés à la répercussion des coûts alimentaires et énergétiques.	Contrôle des prix ; maintien des subventions sur les produits de première nécessité ; mesures d'urgence concernant le carburant.	Améliorer le ciblage ; préserver la viabilité budgétaire ; protéger le carburant pour les services essentiels et la production d'électricité ; renforcer la résilience des systèmes alimentaires et de transport.	La BAD collabore avec les agences des Nations Unies, la Banque mondiale et le FMI le cas échéant ; un soutien tripartite BAD-CEA-PNUD ; une coordination possible en matière de protection sociale, d'énergie et de logistique.
Érythrée	Afrique de l'Est	Elevé	Les perturbations des chaînes d'approvisionnement (importations et pénuries) entraîneront des pénuries de carburant, une hausse des prix alimentaires et de l'inflation.	Aucune preuve publiquement disponible n'indique que l'Érythrée ait mis en œuvre de nouvelles politiques en réponse.	Réaliser une évaluation d'impact rapide ; impliquer rapidement les principaux pays bénéficiaires ; préparer des mesures d'urgence en matière d'alimentation et de carburant ; renforcer la protection sociale.	Coordination des politiques continentales entre la BAD, la CEA et le PNUD. La BAD, les agences des Nations Unies et certains partenaires bilatéraux dialoguent avec le gouvernement sur la protection sociale.
Ethiopie	Afrique de l'Est	Elevé	Importations énergétiques entièrement dépendantes de la région, à 95% dépendantes du port de Djibouti.	Subventions sur les carburants et directives d'économie de carburant mises en place	Renforcement de l'engagement macroéconomique et politique avec l'Éthiopie pour aider à gérer l'inflation, les pénuries de devises et les chocs d'approvisionnement ; et soutien aux investissements visant à renforcer la résilience, notamment dans les systèmes énergétiques, logistiques et alimentaires.	Coordination des politiques continentales entre la BAD, la CEA et le PNUD ; participation du DPG éthiopien aux travaux d'analyse et au dialogue politique.
Kenya	Afrique de l'Est	Moyen	Dépendance aux importations de carburant ; risque d'inflation ; exposition aux coûts de fret et	Lissage des prix du carburant ; transferts	Développer le soutien au financement du commerce pour les PME et les importateurs ; renforcer	L'engagement du FMI et de la Banque mondiale est limité ; la BAD peut intervenir avec des financements commerciaux et des

			d'assurance ; réserves de financement extérieur différées ; sensibilité aux envois de fonds.	monétaires ciblés ; surveillance des prix.	le suivi en temps réel des prix des matières premières et de l'inflation ; investir dans les énergies renouvelables, la logistique et l'efficacité énergétique ; soutenir les réserves macroéconomiques.	investissements dans la résilience ; soutien politique tripartite UNECA-PNUD-BAD ; collaboration en matière de protection sociale et de chaînes d'approvisionnement.
Rwanda	Afrique de l'Est	Moyen	Dépendance aux importations ; exposition aux fluctuations du prix des carburants ; sensibilité du secteur touristique.	Pour l'instant, seul un suivi est effectué.	Expand targeted social protection; support resilience in agriculture and alternative sectors; strengthen contingency planning.	ADB with WBI/IMF and tripartite UNECA-UNDP support; collaboration around social protection and diversification.
Seychelles	Afrique de l'Est	Moyen	Fortte dépendance aux importations de carburants et de produits alimentaires, et au tourisme ; marge de manœuvre limitée pour un financement supplémentaire du FML.	Coordination de crise de haut niveau ; réserves alimentaires et de carburant supplémentaires ; contrôles temporaires des prix.	Préparer une réponse de deuxième phase si le choc persiste ; mobiliser des financements concessionnels ; redéfinir les priorités de dépenses et soutenir les ménages si les importations restent coûteuses.	Le programme du FMI touche à sa fin ; l'engagement de la Banque mondiale est modeste ; la BAD peut collaborer avec le FMI/la Banque mondiale et la plateforme tripartite PNUD-CEA sur les mesures de résilience de deuxième cycle.
			Importateur net de carburants et de produits alimentaires ; Risques d'inflation : exposition liée à la dépendance aux importations de carburants (100 %), de produits alimentaires (90 %) et d'engrais ; Transmission des coûts de carburant et de transport intégrés aux chaînes d'approvisionnement ; Exposition aux chocs externes ; coûts de fret et d'assurance, logistique de la mer Rouge ; Risques de déplacements humanitaires, insécurité alimentaire et fragilité en cas de persistance du conflit ; Chocs liés à l'offre : exportations de bétail exclusivement vers le Golfe	Suivi de l'évolution de la situation – aucune mesure prise pour l'instant ; coordination intergouvernementale de haut niveau en cours ; analyse de l'inflation réalisée sur les interactions entre les chocs pétroliers mondiaux, la dépendance aux importations et la crise climatique	Constituer des réserves de carburant et de denrées alimentaires et surveiller les stocks. L'électricité dépend de générateurs diesel ; diversifier les sources d'énergie vers les énergies renouvelables. Renforcer la planification d'urgence. Mobiliser des financements à taux préférentiels. Associer sécurité alimentaire et aide humanitaire. Mûre en place un cadre de réponse d'urgence et préparer des mesures d'atténuation en cas de chocs persistants. Diversifier les partenariats commerciaux pour le bétail au-delà des Emirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Qatar, d'Oman et de l'Iran ; étendre les échanges à l'Europe, à l'Asie et au commerce intra-africain.	La BAD, en collaboration avec les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires, apporte une aide alimentaire d'urgence à 6,5 millions de personnes déjà touchées par la sécheresse ; le FMI/BM et l'UE fournissent un soutien budgétaire pertinent pour atténuer les chocs macroéconomiques ; la CEA-PNUD-BAD coordonne une réponse adaptée aux contextes de fragilité ; les institutions régionales (CAE, ICAO, Corne de l'Afrique) travaillent à la diversification des routes commerciales et logistiques d'import/export au-delà de la mer Rouge, du golfe d'Aden et de la mer d'Arabe.
Soudan	Afrique de l'Est	Elévé	Fragilité, insécurité alimentaire, déplacements de population, pressions humanitaires, faiblesse des outils politiques.	Coordination humanitaire plutôt que réponse macroéconomique.	Soutien à la sécurité alimentaire ; services de base ; lien entre aide humanitaire et développement ; résilience des chaînes d'approvisionnement agricoles et locales.	Réponse humanitaire menée par l'ONU ; la BAD se coordonnera avec les agences des Nations Unies et les acteurs humanitaires ; le travail tripartite CEA-PNUD-BAD peut soutenir le renforcement de la résilience parallèlement aux besoins d'urgence.
Soudan	Afrique de l'Est	Elévé	Extrême fragilité ; tensions budgétaires ; inflation des importations de produits alimentaires et de carburant ; exposition aux engrais.	Le prix du carburant augmente.	Associer la stabilisation à l'aide humanitaire ; protéger l'accès à l'alimentation ; préserver les importations essentielles lorsque cela est possible.	La BAD collabore avec les agences des Nations Unies et les partenaires concernés sur la coordination des risques humanitaires et macroéconomiques ; un appui analytique tripartite est fourni dans la mesure du possible.

Tanzanie	Afrique de l'Est	Moyen	Fort dépendance aux importations de pétrole ; exposition aux engrais ; approche actuelle attentiste.	Suivi de la situation ; aucune action immédiate.	Elaborer un cadre de contingence ; surveiller les stocks de denrées alimentaires et d'engrais ; préparer des mesures d'atténuation ciblées si le choc persiste.	Engagement analytique des partenaires ; la BAD avec la CEA et le PNUD/Région Afrique sur les diagnostics ; coordination potentielle avec le FMI/Banque mondiale et les partenaires agricoles.
Ouganda	Afrique de l'Est	Moyen	Vulnérabilité importante due à la forte concentration des importations d'énergie (environ 60%) et d'engrais (35%) en provenance du Moyen-Orient. Forte dépendance aux routes commerciales maritimes perturbées. Les autorités suivent de près l'évolution de la situation.	Le suivi et la réévaluation par les autorités se poursuivent ; aucune intervention budgétaire d'urgence n'a encore été annoncée. Garanties d'approvisionnement	Ajustement temporaire de la taxe sur les carburants ; resserrement proactif de la politique monétaire. Accélération de la diversification des sources d'approvisionnement. Augmentation des stocks de carburant.	Dialogue politique entre la BAD, la CEA et le PNUD ; échanges techniques avec le FMI et la Banque mondiale ; dialogue politique conjoint sur la tarification des carburants et la gestion des risques de catastrophe ; les institutions financières internationales devraient surveiller conjointement les chocs externes.
Algérie	Afrique du Nord	Moyen	Exportateur de pétrole ; fortes pressions sur les subventions ; exposition à la volatilité des prix du pétrole et aux rigidités fiscales.	Ajustements des prix des carburants ; maintien du soutien intérieur grâce à des mécanismes de tarification réglementés. Réponse globale : ajustements des prix des carburants, réorientation des priorités budgétaires, compression des importations, élargissement de la protection sociale, coordination renforcée.	Gestion des recettes exceptionnelles ; réforme progressive des subventions ; renforcement des réserves budgétaires ; développement du raffinage national et diversification économique.	Dialogue politique entre la BAD, la CEA et le PNUD ; échanges techniques entre le FMI et la Banque mondiale selon les besoins ; collaboration sur la réforme des subventions, la gestion budgétaire et la diversification du secteur énergétique.
Egypte	Afrique du Nord	Elevé	Exposition systémique via l'énergie, les changes, la logistique de Suez, le tourisme, les flux de capitaux et les envois de fonds.		Renforcer le soutien coordonné ; maintenir la stabilité macroéconomique ; protéger les réserves de change ; étendre la protection sociale ciblée ; soutenir la résilience logistique et énergétique.	Engagement coordonné et renforcé avec le FMI, la Banque mondiale, l'UE et la BAD ; collaboration BAD-CEA-PNUD/Région Afrique sur les documents de politique générale et les scénarios macroéconomiques.
Libye	Afrique du Nord	Moyen	Fragilité : pays exportateur de pétrole ; solide réserve de change (31 mois d'importations) ; rigidités des subventions aux carburants ; incertitudes politiques et sécuritaires.	Aucune mesure spécifique n'a été prise à ce jour.	Soutien à la stabilisation ; renforcement de la gouvernance ; gestion prudente des recettes exceptionnelles ; protection de la stabilité alimentaire et sociale.	La BAD collabore avec le système des Nations Unies et les banques multilatérales de développement concernées lorsque cela est possible ; travail tripartite CEA-PNUD-BAD sur le suivi des risques et le dialogue politique.
Mauritanie	Afrique du Nord	Moyen	Dépendance aux importations ; vulnérabilité externe ; exposition aux chocs alimentaires, énergétiques et financiers.	Suivi ; utilisation des programmes existants comme tampons.	Renforcer les marges de manœuvre ; préserver la stabilité macroéconomique ; soutenir la diversification et la résilience des systèmes alimentaires et énergétiques.	La BAD, en collaboration avec le système des Nations Unies, la Banque mondiale, le FMI et le partenaire tripartite CEA-PNUD, travaille sur l'analyse et la coordination des interventions.
Maroc	Afrique du Nord	Faible	MIC dépendant des importations ; exposition à l'inflation et aux frais de transport ; sensibilité au financement extérieur.	Subventions pour le gaz, butane et subventions temporaires aux transporteurs.	Améliorer le ciblage du soutien ; maintenir l'équilibre budgétaire ; renforcer la diversification énergétique et la résilience logistique.	La BAD collabore avec le FMI/BM et d'autres partenaires sur les questions macroéconomiques et de transition énergétique ; une ligne de crédit flexible (LCF), d'environ 4,5 milliards de dollars américains, avec le FMI, est conçue pour la

						prévention des crises ; la CEA-PNUD-BAD soutient les politiques relatives aux voies de résilience.
Tunisie	Afrique du Nord	Élevé	Poids élevé des subventions, dépendance aux importations, pressions inflationnistes, besoins de financement extérieur.	Maintien des subventions généralisées.	Réforme des subventions ; consolidation budgétaire ; soutien ciblé aux groupes vulnérables ; renforcement des marges de manœuvre macroéconomiques et externes ; soutien à la transition énergétique.	Collaboration entre la BAD, le FMI/BM, l'UE et la CEA-PNUD (partenariat tripartite) sur la stabilisation macroéconomique, la réforme des subventions et le ciblage social.
Angola	Afrique australe	Moyen	Exportateur de pétrole, mais toujours vulnérable aux importations de carburants raffinés, à la répercussion de l'inflation et à une diversification limitée.	Politique budgétaire conservatrice ; gestion macroéconomique rigoureuse ; accélération des investissements dans le raffinage et la production d'engrais.	Épargner prudemment les recettes exceptionnelles ; renforcer les chaînes de valeur du raffinage et des engrais ; soutenir la diversification, la logistique commerciale et la résilience énergétique.	La BAD collabore avec le FMI/BM sur la coordination macroéconomique ; la BAD collabore avec le PNUD/CEA sur les diagnostics de résilience ; un cofinancement est possible avec d'autres institutions de financement du développement pour les chaînes de valeur du raffinage, de l'énergie et de l'industrie.
Botswana	Afrique australe	Moyen	Économie dépendante des importations ; exposition aux carburants ; sensibilité budgétaire liée à la SACU ; chocs de prix externes.	Surveillance des approvisionnements et des réserves de carburant ; politique monétaire plus restrictive ; planification des mesures d'urgence.	Renforcer les dispositifs d'urgence ; préserver les réserves ; renforcer la surveillance des carburants et de l'inflation ; soutenir la continuité de l'approvisionnement.	La BAD collabore avec le FMI et la Banque mondiale sur la surveillance macroéconomique ; le PNUD et la CEA sur l'analyse de scénarios ; une collaboration possible avec des partenaires régionaux en matière de sécurité énergétique et de logistique.
Eswatini	Afrique australe	Moyen	Dépendance aux importations ; vulnérabilité des recettes liées à la SACU ; pressions sur les carburants et l'inflation.	Suivi.	Renforcer les réserves budgétaires ; améliorer la planification des mesures d'urgence ; protéger les ménages vulnérables.	La BAD collabore avec le FMI/BM et les partenaires régionaux sur le suivi macroéconomique ; soutien tripartite sur l'évaluation de la vulnérabilité et les options de réponse.
Lesotho	Afrique australe	Moyen	Dépendance aux importations ; vulnérabilité des recettes liées à la SACU ; pressions sur les carburants et l'inflation.	Suivi – Le gouvernement doit convoquer des réunions du Cabinet afin de convenir de réponses politiques appropriées.	Consolider les réserves budgétaires ; accélérer la planification des mesures d'urgence ; protéger les ménages vulnérables.	Le gouvernement devrait se réunir prochainement pour convenir d'un plan d'intervention. Dans le cadre de la réunion de coordination des partenaires au développement, la BAD collaborera avec d'autres acteurs pour appuyer la planification d'urgence, la stabilisation macroéconomique et budgétaire et la protection des populations les plus vulnérables.
Madagascar	Afrique australe	Élevé	Insécurité alimentaire, inflation importée, faible capacité de mise en œuvre, faibles réserves.	Programmes alimentaires élargis ; politique monétaire plus restrictive ; stocks de réserve plus importants.	Renforcer la sécurité alimentaire et la protection sociale réactive aux chocs ; soutenir les énergies renouvelables et la résilience logistique ; renforcer les capacités de mise en œuvre.	La BAD collabore avec la Banque mondiale, les agences des Nations Unies et d'autres partenaires sur les questions d'alimentation, d'énergie et de résilience sociale ; un soutien tripartite est apporté aux diagnostics macroéconomiques et sectoriels.
Malawi	Afrique australe	Élevé	Insécurité alimentaire, exposition aux combustibles fossiles, répercussion des taux	Diversification des sources d'énergie, développement des	Renforcer la sécurité alimentaire et diversifier les sources d'énergie, étendre la protection sociale et	La BAD, en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, apporte un soutien tripartite en matière de coordination

			de change et de l'inflation, faibles réserves intérieures et extérieures, endettement élevé	échanges de carburants et de devises, réduction des coûts de distribution par l'augmentation du transport ferroviaire de carburants et amélioration des approvisionnements alimentaires	réduire la production d'électricité à partir de combustibles fossiles.	macroéconomique et d'investissements dans la résilience.
				Diversification proactive des approvisionnements en carburant, notamment en Inde ; engagement précoce auprès de la BAD pour obtenir un soutien budgétaire.	Appui budgétaire rapide ; renforcement de la diversification des approvisionnements ; préservation des réserves extérieures ; soutien à la résilience énergétique et logistique.	L'engagement de la BAD a déjà été demandé ; collaboration avec le FMI/BM et travail tripartite BAD-CEA-PNUD ; coordination possible avec les partenaires sur le soutien budgétaire et le financement de la résilience.
Maurice	Afrique australe	Moyen	Pays à revenu intermédiaire fortement dépendant des importations ; exposition aux risques liés aux carburants et à la logistique ; sensibilité au tourisme.	Utilisation des réserves stratégiques ; lissage temporaire des prix.	Protéger les marges de manœuvre budgétaires ; renforcer la gestion des réserves ; préparer des mesures de deuxième vague si le choc persiste.	La BAD, en collaboration avec le FMI/BM et le PNUD/CEA tripartite, apporte son soutien à la planification d'urgence et à la stabilisation macroéconomique.
Mozambique	Afrique australe	Moyen	Dependance aux importations de carburants et d'engrais ; vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement ; risque pour la sécurité alimentaire.	Renforcer les chaînes d'approvisionnement ; faciliter l'accès aux engrais ; préserver la stabilité macroéconomique ; renforcer la résilience alimentaire.	Soutien à la sécurité énergétique ; financement concessionnel ; protection des importations et services essentiels.	La BAD, en collaboration avec le FMI/BM et le PNUD/CEA tripartite, apporte son soutien à la planification d'urgence et à la stabilisation macroéconomique.
Namibie	Afrique australe	Moyen	Dependance aux importations de carburant ; risque budgétaire lié à un lissage prolongé des prix.	Priorisation du carburant pour les besoins critiques.	La BAD, en collaboration avec le FMI/BM et le PNUD/CEA tripartite, apporte son soutien à la planification d'urgence et à la stabilisation macroéconomique.	La BAD, en collaboration avec le FMI/BM et le PNUD/CEA tripartite, apporte son soutien à la planification d'urgence et à la stabilisation macroéconomique.
Sao Tomé-et-Principe	Afrique australe	Élevé	Petit État insulaire ; dépendance énergétique ; fragilité liée à la dette et aux importations.	Approche coordonnée de la chaîne d'approvisionnement ; gestion des prix et stabilisation de l'approvisionnement en carburant.	Renforcer les réserves macroéconomiques ; soutenir les secteurs productifs clés ; améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement et la sécurité alimentaire.	La BAD, en collaboration avec le FMI/BM et d'autres IFD sur la logistique, l'énergie et l'intégration régionale ; collaboration analytique tripartite avec la CEA et le PNUD.
Afrique du Sud	Afrique australe	Faible	Économie diversifiée, mais exposée aux fluctuations des marchés financiers, du prix de l'or, de la logistique et aux répercussions régionales.	Suivi.	Maintenir une discipline macroéconomique ; soutenir une protection sociale ciblée ; fournir des liquidités et des financements	La BAD, en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, apporte un soutien tripartite en matière de coordination macroéconomique et d'investissements dans la résilience.
Zambie	Afrique australe	Moyen	Dependance aux importations ; vulnérabilité macroéconomique ; exposition aux engrais et à l'énergie.	Réduction des taxes sur les carburants ; mesures de protection des consommateurs ;	Programme supervisé par les services du FMI ; la BAD peut jouer un rôle de catalyseur malgré les contraintes ; soutien	
Zimbabwe	Afrique australe	Moyen	Pressions inflationnistes ; environnement macroéconomique contraint ; les			

			arrières limitent les marges de financement.	discipline macroéconomique dans le cadre du programme de gestion de crise du FMI.	commerciaux ; investir dans la résilience.	tripartite BAD-CEA-PNUD en matière d'analyse et de dialogue politique.
Bénin	Afrique de l'Ouest	Moyen	Importateur net de pétrole ; exposition aux chocs liés aux importations de carburants, de engrais et de produits alimentaires ; besoins de financement ; dépendance à l'égard de la stabilité portuaire et logistique.	Un centre de crise et de soutien a été mis en place, notamment pour protéger les ressortissants des pays du Golfe.	Mettre en place une cellule de suivi dédiée ; surveiller les stocks de denrées alimentaires et d'engrais ; mobiliser des stocks stratégiques de carburant pour stabiliser les prix ; maintenir des tarifs d'électricité plafonnés pour soutenir la compétitivité de la GDIZ ; accélérer la transformation textile dans la GDIZ ; utiliser des garanties multilatérales pour lever des capitaux à de meilleures conditions.	Le soutien de la BAD passe par des opérations d'appui budgétaire et de garantie ; la garantie de crédit partielle du FAD est déjà programmée pour mobiliser les ressources du marché international ; coordination avec le FMI/BM et le travail tripartite BAD-CEA-PNUD ; les partenaires peuvent restructurer les projets pour tenir compte des risques de crise.
Burkina Faso	Afrique de l'Ouest	Moyen	Enclavé ; dépendant des importations et des ressources énergétiques ; fragile et disposant de marges de manœuvre budgétaires limitées.	Maintien des prix des carburants administrés en 2024.	Maintenir les subventions ciblées sur les carburants, à l'exclusion des secteurs minier et de la construction ; accélérer le soutien budgétaire déjà demandé ; protéger les ménages vulnérables et préserver les dépenses essentielles.	Le soutien du FMI via des mécanismes de type ECF/RSF est noté ; poursuite des projets financés par les partenaires ; la BAD peut accélérer la préparation du soutien budgétaire et se coordonner avec le PNUD/CEA et d'autres partenaires sur la résilience alimentaire et énergétique.
Cabo Verde	Afrique de l'Ouest	Elevé	Forte dépendance aux importations de carburants et de produits alimentaires, et au tourisme ; marge de manœuvre limitée pour un financement supplémentaire du FMI.	Le gouvernement a mis en place une cellule de crise chargée de suivre l'évolution du prix du pétrole et son impact sur l'économie. Il a également annoncé la possibilité d'un plafonnement des prix intérieurs des carburants destinés à la production d'électricité et aux véhicules.	Apporter un soutien aux ménages vulnérables et aux PME par le biais de programmes de protection sociale et d'allègements fiscaux.	Le pays bénéficie d'un programme avec le FMI et de divers projets et d'un soutien budgétaire de la Banque mondiale. L'Union européenne soutient également le pays dans le cadre de nombreux projets et programmes, et d'autres pays, comme le Luxembourg, l'Espagne et le Portugal, lui apportent un soutien bilatéral diversifié.
Côte d'Ivoire	Afrique de l'Ouest	Moyen	Importateur net de produits pétroliers ; exposition aux coûts de transport ; préoccupations liées à la viabilité budgétaire et à l'endettement ; vulnérabilité des exportations de matières premières.	Aucune mesure spécifique n'a été prise à ce jour.	Poursuivre le mécanisme d'ajustement des prix à la pompe tout en apportant un soutien aux ménages et aux secteurs sensibles si nécessaire ; cibler stratégiquement les dépenses publiques dans le cadre du PND 2026-2030 ; renforcer la mobilisation des recettes intérieures ; préserver la viabilité de la dette grâce à des financements concessionnels et à moindre coût ; fournir un soutien ciblé aux groupes vulnérables ;	IMF-supported program in place; World Bank budget support and sector operations; other bilateral and multilateral partners continuing support; ADB can continue CSP 2023-2028 operations and provide budget support under preparation, in coordination with UNECA and UNDP/Africa Region.

					promouvoir la substitution des importations pour les principaux produits alimentaires si le choc persiste ; sécuriser les campagnes de commercialisation du cacao et du café.	
Gambie	Afrique de l'Ouest	Moyen	Importateur net de carburants et de produits alimentaires ; forte exposition aux pressions liées au fret et aux taux de change ; base d'exportations restreinte (tourisme et transferts de fonds) ; vulnérabilités externes et d'endettement élevées ; marge de manœuvre budgétaire limitée ; sensibilité aux chocs des prix mondiaux des matières premières.	Une politique monétaire restrictive pour contenir l'inflation et soutenir les Dalasi ; une consolidation budgétaire dans le cadre du programme de crédit d'urgence du FMI ; des ajustements progressifs des prix des carburants sans subventions généralisées ; un renforcement de l'administration des recettes (numérisation, conformité) ; une meilleure gestion de la trésorerie et des dépenses.	Poursuivre la répercussion progressive des prix des carburants tout en protégeant les groupes vulnérables par un soutien ciblé ; approfondir les réformes de mobilisation des recettes intérieures dans le cadre du DRMS ; renforcer la gestion des liquidités en devises et préserver les réserves ; prioriser les dépenses consacrées à la protection sociale et aux investissements à fort impact ; accroître la productivité et le stockage agricoles afin de réduire la dépendance aux importations alimentaires ; accélérer les réformes du secteur énergétique et les investissements dans les énergies renouvelables ; renforcer la surveillance des entreprises publiques afin de limiter les risques budgétaires et maintenir le recours au financement concessionnel.	Le FMI (ECF/RSF) pilote les réformes macroéconomiques, budgétaires et climatiques ; la Banque mondiale, l'UE et le PNUD soutiennent des secteurs clés. La coordination est solide, mais peut être optimisée. La BAD peut tirer parti du CSP 2026-2031 pour combiner les infrastructures aux réformes de gouvernance et de gestion des risques de catastrophe, notamment par le biais d'un budget par mandat public sur la viabilité budgétaire, la réforme des entreprises publiques et la mobilisation des recettes, tout en développant les énergies renouvelables et le soutien au secteur privé.
Ghana	Afrique de l'Ouest	Moyen	Importateur net de produits pétroliers raffinés.	Ce risque majeur est identifié. Le gouvernement se prépare à utiliser les recettes exceptionnelles liées à l'or pour compenser le choc pétrolier. Il travaille également sur des filières alternatives d'exportation et de raffinage de l'or afin de réduire sa dépendance à Dubaï. Le gouvernement est prêt à ajuster les taxes ou les subventions sur les carburants si le choc persiste.	La Banque du Ghana a renforcé sa surveillance macroéconomique. Le ministère des Finances interviendra par mesures budgétaires si nécessaire et sécurisera le commerce de l'or.	Ce point devrait figurer dans la dernière et ultime revue du FMI, prévue pour la dernière semaine d'avril 2026. Si le choc persiste, les interventions budgétaires pourraient avoir un impact négatif sur les objectifs budgétaires.
Guinée	Afrique de l'Ouest	Élevé	Dépendance aux importations de produits pétroliers ; capacité de stockage limitée ;	Aucune mesure spécifique n'a encore été prise ; une analyse	Diversifier les sources d'approvisionnement en pétrole, notamment auprès des fournisseurs	Aucun soutien spécifique du Programme de développement pour l'instant, au-delà de l'analyse en cours ; la BAD peut soutenir les

			subventions énergétiques implicites ; exposition aux chocs externes ; la vulnérabilité augmente si le conflit persiste.	d'impact est en cours à la Banque centrale et au ministère de l'Economie. Cependant, compte tenu du contexte international (demande et prix chinois), la Guinée prévoit de réduire le volume de bauxite exportée à partir d'avril.	africains ; renforcer les capacités de stockage stratégique ; accélérer les réformes du secteur énergétique ; mettre en place une protection sociale ciblée ; renforcer la mobilisation des recettes intérieures ; accélérer la diversification.	réformes énergétiques, les infrastructures renouvelables, la mobilisation de financements mixtes/PPP dans le cadre de Simandou 2040, l'emploi des jeunes, l'assistance technique en matière de dette et de risques macroéconomiques ; coordination tripartite BAD-CEA-PNUD sur les diagnostics et la conception des réponses.
Guinée-Bissau	Afrique de l'Ouest	Elevé	économie petite, fragile et dépendante des importations ; vulnérabilité du riz, du carburant et du fret ; risques portuaires et logistiques ; contraintes politiques actuelles.	Aucune mesure n'a été prise à ce jour.	Préserver les marges de manœuvre budgétaires en priorisant les dépenses essentielles ; éviter les subventions généralisées ; renforcer la protection sociale et la sécurité alimentaire ; sécuriser la campagne de commercialisation de la noix de cajou et la logistique portuaire ; mobiliser des subventions et un soutien budgétaire concessionnel si le choc persiste.	Le FMI dans le cadre du dialogue sur la coopération économique et le dialogue macroéconomique ; la Banque mondiale sur la résilience, l'énergie, la protection sociale et les infrastructures ; les partenaires régionaux et bilatéraux sur la sécurité alimentaire, la logistique et l'électricité ; compte tenu du contexte gouvernemental de facto, la BAD devrait maintenir son portefeuille actuel avec une supervision fiduciaire renforcée, accélérer les décaissements autorisés et préparer une opération de crise ciblée dès que les conditions politiques le permettront ; le soutien tripartite BAD-CEA-PNUD aux politiques reste pertinent.
Libéria	Afrique de l'Ouest	Elevé	Fragile ; Dépendance des importations de carburant (100 %) ; Importateur net de produits alimentaires ; Risque d'inflation ; Exposition aux coûts de fret et d'assurance ; Retard dans les réserves de financement extérieur.	Une réunion interministérielle de haut niveau est en cours afin d'évaluer l'impact probable sur l'économie et les mesures qui seraient mises en place.	Réaliser une évaluation d'impact rapide ; impliquer rapidement les principaux pays bénéficiaires ; préparer des mesures d'urgence pour l'approvisionnement en nourriture et en carburant en veillant à leur disponibilité. Cela nécessiterait de mettre aux enchères des devises étrangers auprès des importateurs de carburant et de produits alimentaires ; renforcer la protection sociale.	La BAD collabore avec le FMI/BM sur la coordination macroéconomique ; la BAD collabore avec le PNUD/CEA sur les diagnostics de résilience ; un cofinancement possible avec d'autres institutions de financement du développement pour un soutien budgétaire d'urgence afin de prévenir d'éventuelles répercussions budgétaires et des drapages macroéconomiques généraux.
Mali	Afrique de l'Ouest	Elevé	Forte exposition aux chocs des prix des carburants ; dépendance aux corridors d'importation en provenance des pays côtiers ; risques sécuritaires affectant les chaînes d'approvisionnement ; pressions inflationnistes.	Plafonnement des prix des carburants mis en place ; mesures visant à sécuriser les voies d'approvisionnement en provenance du Sénégal et de la Côte d'Ivoire.	Ajuster les prix des carburants si nécessaire ; subventionner les biens essentiels en cas de forte inflation ; renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement.	Poursuite du soutien au plan d'action gouvernemental (2025-2026) axé sur la résilience et la production locale ; soutien de la BAD aux corridors d'approvisionnement, aux intrants agricoles (PUPSAN), au secteur de l'énergie et au budget.
Niger	Afrique de l'Ouest	Elevé	Exposition à l'inflation importée et aux chocs sur les prix	Aucune mesure officielle n'a encore été	Réduire les pressions inflationnistes sur les ménages vulnérables ;	Aucune annonce officielle pour l'instant ; soutien attendu des FTP ; nécessité d'un

			alimentaires ; marge de manœuvre budgétaire limitée ; vulnérabilité des ménages ; risque de perturbations de l'approvisionnement ; fragilité.	annoncée ; des mesures d'atténuation des prix et de relance économique pourraient être préparées.	renforcer les systèmes de stockage et de distribution des aliments ; améliorer la mobilisation des ressources nationales et l'efficacité des dépenses publiques ; consolider le cadre macroéconomique.	soutien budgétaire accru, d'une réaffectation des fonds et d'une assistance pour la sécurité alimentaire et la disponibilité des carburants (BAD, ONU, BM, FMI).
Nigeria	Afrique de l'Ouest	Moyen	Exportateur de pétrole brut mais importateur d'une partie des produits pétroliers raffinés (10%), d'importations de produits alimentaires et d'engrais, de perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de réductions des envois de fonds et d'une inflation croissante.	Augmentation de la production nationale de produits pétroliers raffinés. Sécurité renforcée.	Renforcement des réformes fiscales pour une stabilité macroéconomique durable. Fillets de protection sociale pour les populations vulnérables. Augmentation de la production nationale de produits alimentaires et d'engrais.	Coordination des réformes macroéconomiques entre la BAD et la Banque mondiale.
Sénégal	Afrique de l'Ouest	Élevé	Forte dépendance aux importations alimentaires ; importateur net de produits pétroliers ; exposition aux chocs des prix mondiaux.	Mécanisme de pilotage mis en place sous l'autorité du Premier ministre.	Protéger les flux d'approvisionnement essentiels ; mieux cibler le soutien public ; prévenir la spéculation ; centraliser la prise de décision et la coordination.	Aucun soutien spécifique n'a été annoncé ; les contraintes économiques et budgétaires actuelles affectent le dialogue avec les partenaires ; la BAD étudie la possibilité d'un soutien budgétaire, de garanties de crédit partielles et d'un financement axé sur les résultats.
Sierra Leone	Afrique de l'Ouest	Élevé	Forte dépendance aux importations de carburants et de produits alimentaires, faibles réserves et forte exposition aux chocs économiques mondiaux	Un suivi attentif des marchés des carburants, marqués par la volatilité des marchés, et des prix à la pompe récemment ajustés (l'essence maintenue à 32 NL.e et le diesel relevé à 35 NL.e) vise à stabiliser l'approvisionnement et à maîtriser l'inflation intérieure.	Renforcer la discipline budgétaire, reconstituer les réserves, imposer la répression des prix des carburants, renforcer la sécurité alimentaire et étendre la protection sociale ciblée pour amortir les chocs provoqués par le Moyen-Orient.	Se coordonner avec la Banque mondiale, le FMI et l'UE pour mobiliser des financements, harmoniser les réformes et renforcer conjointement la résilience de la Sierra Leone face aux chocs.
Togo	Afrique de l'Ouest	Moyen	Exposition limitée aux échanges commerciaux directs avec le Moyen-Orient (environ 5,2 % des importations) ; exposition modérée à l'inflation des prix des carburants et des produits alimentaires	Projet d'analyse préparé par le ministre de l'Économie (en attente d'approbation gouvernementale)	Garantir un mécanisme de stabilisation des prix des carburants ; maintenir les subventions sur les engrais et les intrants agricoles ; stimuler la production agricole locale ; mettre en œuvre des incitations fiscales pour les industries agroalimentaires.	PNUD, BAD, Banque mondiale : accélérer l'appui budgétaire prévu ; maintenir le soutien institutionnel à la mobilisation des ressources nationales ; soutenir la résilience économique et le renforcement des capacités ; explorer les possibilités de soutien au commerce régional liées à la ZLECAf.

Legende (avec score) : Rouge (1-4) = Vulnérabilité élevée | Jaune (4,1-6,5) = Moyenne | Vert (6,6-10) = Faible vulnérabilité (Résilience élevée).

Tableau A.7. b : Matrice de notation de la vulnérabilité par pays

Légende (avec score) : Rouge (1–4) = Vulnérabilité élevée | Jaune (4,1–6,5) = Moyenne | Vert (6,6–10) = Faible vulnérabilité (Résilience élevée).

Pays	Région	Exposition externe (1-10)	Marges de manœuvre macroéconomique (1-10)	Capacité institutionnelle (1-10)	Réponse politique (1-10)	Score globale	Niveau de vulnérabilité	Dimension la plus faible	Barème de notation / Notes
Cameroon	Afrique centrale	4	5	5	5	4.75	Moyen	Exposition externe	Exposition aux importations de carburant et à l'inflation ; suivi et discussions sur l'approvisionnement régional.
République centrafricaine	Afrique centrale	2	1	2	2	1.75	Élevé	Marges de manœuvre macroéconomiques	Fragilité, faibles amortisseurs, dépendance aux importations, réponse limitée.
Tchad	Afrique centrale	4	5	4	3	4	Élevé	Réponse politique	Exportateur de pétrole exposé aux importations de carburants raffinés et de produits alimentaires ; position attentiste.
Congo	Afrique centrale	4	4	4	3	3.75	Élevé	Réponse politique	Pays exportateur de pétrole confronté à des goulots d'étranglement structurels et à une capacité de réaction active limitée.
République Démocratique du Congo	Afrique centrale	2	2	3	3	2.5	Élevé	Exposition externe, marges de manœuvre macroéconomiques	Forte dépendance aux importations, faibles réserves budgétaires et de

								change, surveillance uniquement.
Guinée équatoriale	Afrique centrale	4	5	4	3	4	Élevé	Dépendance au pétrole, diversification limitée, absence de mesures immédiates.
Gabon	Afrique centrale	4	5	5	6	5	Moyen	Exposition à l'inflation importée ; subventions, suspensions fiscales, contrôles des prix.
Burundi	Afrique de l'Est	2	2	2	2	2	Élevé	Fragilité, pressions liées à la dette et aux taux de change, gouvernance faible, absence de mesures concrètes.
Comores	Afrique de l'Est	2	2	3	2	2.25	Élevé	Petite île, forte dépendance aux importations de carburant et de produits alimentaires, surveillance uniquement.
Djibouti	Afrique de l'Est	4	4	5	6	4.75	Moyen	Dépendance aux importations d'énergie ; contrôle des prix et mesures d'urgence concernant les carburants.
Égypte	Afrique de l'Est	3	2	2	2	2.25	Élevé	Perturbations des chaînes d'approvisionnement, pénuries, pressions sur les prix du carburant et des produits alimentaires ; aucune preuve publiquement disponible de

									nouvelles mesures politiques.
Ethiopie	Afrique de l'Est	2	3	4	5	3.5	Elevé	Exposition externe	Dans ce contexte, le pays est entièrement dépendant des importations d'énergie et fortement tributaire du port de Djibouti ; des subventions sur les carburants et des directives de conservation du carburant ont été mises en place.
Kenya	Afrique de l'Est	4	5	6	6	5.25	Moyen	Exposition externe	Dépendance aux importations de carburant ; atténuation active par le lissage, les transferts et la surveillance.
Rwanda	Afrique de l'Est	4	5	6	4	4.75	Moyen	Exposition externe, réponse politique	Dépendance aux importations et sensibilité du tourisme ; phase de suivi.
Seychelles	Afrique de l'Est	4	4	6	7	5.25	Moyen	Exposition externe, Marges de manœuvre macroéconomiques.	Forte dépendance aux importations et au tourisme ; coordination, réserves et contrôles importants.
Somalie	Afrique de l'Est	1	1	2	3	1.75	Elevé	Exposition externe, marges de manœuvre macroéconomiques	Importateur net de carburants et de produits alimentaires ; dépendance extrême aux importations, risques humanitaires, vulnérabilité logistique en mer Rouge ; suivi et coordination

								intergouvernementale en cours.
Soudan du Sud	Afrique de l'Est	1	1	2	2	1.5	Elevé	Fragilité, insécurité alimentaire, déplacements de population ; une réponse humanitaire plutôt que macroéconomique.
Soudan	Afrique de l'Est	2	1	2	3	2	Elevé	Extrême fragilité ; hausse des prix du carburant dans un contexte de fortes tensions budgétaires.
Tanzanie	Afrique de l'Est	4	5	5	3	4.25	Moyen	Forte part des importations de pétrole et exposition aux engrais ; attitude attentiste.
Ouganda	Afrique de l'Est	4	5	5	4	4.5	Moyen	Forte concentration des importations d'énergie en provenance du Moyen-Orient et exposition aux engrais ; les autorités surveillent et réévaluent la situation, aucune intervention budgétaire d'urgence n'a encore été mise en place.
Algérie	Afrique du Nord	5	6	6	6	5.75	Moyen	Exportateur de pétrole soumis à des pressions liées aux subventions ; amortissement national réglementé.
Egypte	Afrique du Nord	2	3	5	6	4	Elevé	Exposition systémique via l'énergie, les changes, la

								logistique, le tourisme et les transferts de fonds.
								Pays producteur de pétrole, dont les principaux partenaires sont essentiellement européens ; dispose de réserves financières substantielles (31 mois) pour se prémunir contre les chocs externes et maintenir sa stabilité financière. N'emprunte pas à l'étranger; pays fragile; incertitude politique.
Libye	Afrique du Nord	6	7	2	2	4.25	Moyen	Capacité institutionnelle, réponse politique
								Dépendance aux importations et vulnérabilité externe ; mécanismes de suivi et marges de manœuvre existantes.
Mauritanie	Afrique du Nord	4	5	4	4	4.25	Moyen	Exposition externe, capacité institutionnelle, réponse politique
								Impact positif sur les exportations d'engrais et le tourisme ; Ligne de crédit flexible (LCF), conçue pour la prévention des crises, d'environ 4,5 milliards de dollars américains avec le FMI ; Subventions au gaz butane et subventions temporaires aux opérateurs de transport.
Maroc	Afrique du Nord	6	7	7	7	6.75	Faible	Exposition externe
								Poids élevé des subventions, dépendance aux importations, pressions
Tunisie	Afrique du Nord	2	3	4	4	3.25	Elevé	Exposition externe

								inflationnistes, besoins de financement extérieur.
Angola	Afrique du Nord	4	6	5	6	5.25	Moyen	Exposition externe aux importations de produits raffinés ; politique budgétaire prudente.
Botswana	Afrique australe	5	6	7	5	5.75	Moyen	Économie dépendante des importations, avec dispositifs de suivi, planification d'urgence et resserrement des taux.
Eswatini	Afrique australe	4	5	5	4	4.5	Moyen	Dépendance aux importations et vulnérabilité des revenus de la SACU ; suivi uniquement.
Lesotho	Afrique australe	4	6	4	4	4.5	Moyen	Dépendance aux importations et vulnérabilité des revenus de l'Union douanière d'Afrique australe ; le gouvernement doit se réunir pour discuter des réponses politiques.
Madagascar	Afrique australe	2	2	3	5	3	Élevé	Insécurité alimentaire, inflation importée, faible capacité de mise en œuvre, faibles réserves.
Malawi	Afrique australe	2	1	3	3	2.25	Élevé	Forte dépendance aux importations, faibles réserves budgétaires et de

								change, vulnérabilité climatique.
Ile Maurice	Afrique australe	4	5	7	7	5.75	Moyen	MIC fortement dépendant des importations ; diversification proactive des approvisionnements et engagement des partenaires.
Mozambique	Afrique australe	4	5	4	4	4.25	Moyen	Dépendance aux importations de carburants et d'engrais ; suivi et planification d'urgence.
Namibie	Afrique australe	4	5	6	6	5.25	Moyen	Dépendance aux importations de carburant ; utilisation des réserves et lissage temporaire des prix.
Sao Tomé-et-Principe	Afrique australe	2	2	3	4	2.75	Elevé	Petit État insulaire, dépendance énergétique, dette et fragilité des importations.
Afrique du Sud	Afrique australe	7	7	7	6	6.75	Faible	Une économie diversifiée, une gestion coordonnée de l'offre et une résilience accrue.
Zambie	Afrique australe	4	5	5	4	4.5	Moyen	Dépendance à l'importation ; vulnérabilités macroéconomiques ; phase de suivi.
Zimbabwe	Afrique australe	4	4	5	6	4.75	Moyen	Pressions inflationnistes et environnement macroéconomique contraint ; mesures d'atténuation

									actives dans le cadre du SMP du FMI.
Bénin	Afrique de l'Ouest	4	5	6	4	4.75	Moyen	Exposition externe, réponse politique	Choc des importations de carburant, d'engrais et de produits alimentaires ; mise en place d'un centre de crise et de soutien.
Burkina Faso	Afrique de l'Ouest	4	4	4	5	4.25	Moyen	Exposition externe, marges de manœuvre macroéconomiques, capacité institutionnelle	Pays enclavé, fragile, dépendant des importations et des carburants ; prix administrés maintenus.
Cabo Verde	Afrique de l'Ouest	2	3	6	5	4	Elevé	Exposition externe	Petite économie insulaire ouverte fortement dépendante des importations de combustibles ; soutien aux ménages vulnérables.
Côte d'Ivoire	Afrique de l'Ouest	4	5	6	3	4.5	Moyen	Réponse politique	Importateur net de produits pétroliers ; aucune mesure spécifique n'a encore été prise.
Gambie	Afrique de l'Ouest	4	4	5	6	4.75	Moyen	Exposition externe, marges de manœuvre macroéconomiques.	Importateur net de carburants et de produits alimentaires ; pressions sur le fret et les taux de change ; base d'exportation étroite ; la réponse politique comprend une politique monétaire restrictive et une consolidation budgétaire.

Ghana	Afrique de l'Ouest	3	3	6	5	4.25	Moyen	Exposition externe, marges de manœuvre macroéconomiques.	Importateur net de produits pétroliers raffinés ; les autorités se préparent à utiliser les recettes exceptionnelles liées à la hausse des prix de l'or et à ajuster les taxes/subventions sur les carburants si nécessaire.
Guinée	Afrique de l'Ouest	2	3	4	3	3	Elevé	Exposition externe	Dépendance aux importations de pétrole, capacités de stockage limitées, exposition aux subventions ; analyse en cours.
Guinée-Bissau	Afrique de l'Ouest	2	2	3	2	2.25	Elevé	Exposition externe, marges de manœuvre macroéconomiques, réponse politique	Petite économie fragile, dépendante des importations et confrontée à des contraintes politiques et logistiques.
Libéria	Afrique de l'Ouest	2	2	3	3	2.5	Elevé	Exposition externe, marges de manœuvre macroéconomiques.	Pays fragile, dépendant à 100% des importations de carburant, importateur net de produits alimentaires, faibles marges de manœuvre économiques ; une évaluation interministérielle de haut niveau est en cours.
Mali	Afrique de l'Ouest	2	3	3	5	3.25	Elevé	Exposition externe	Exposition aux chocs énergétiques, dépendance aux corridors, risques pour la sécurité ; plafonds et

								mesures relatives aux itinéraires.
Niger	Afrique de l'Ouest	4	4	4	4	4	Elevé	Exposition à l'inflation importée et aux chocs alimentaires ; aucune réponse officielle pour l'instant.
Nigeria	Afrique de l'Ouest	5	5	5	5	5	Moyen	Exportateur de pétrole brut, mais importateur de produits pétroliers raffinés, exposé aux importations de produits alimentaires et d'engrais et aux risques d'inflation ; augmentation du raffinage national.
Sénégal	Afrique de l'Ouest	2	4	4	5	3.75	Elevé	Forte dépendance aux importations alimentaires et exposition aux produits pétroliers ; mécanisme de pilotage mis en place.
Sierra Leone	Afrique de l'Ouest	2	2	4	5	3.25	Elevé	Forte dépendance aux importations de carburants et de produits alimentaires, faibles réserves et forte exposition aux chocs mondiaux ; surveillance étroite et ajustement des prix à la pompe.
Togo	Afrique de l'Ouest	4	5	5	4	4.5	Moyen	Exposition modérée à l'inflation des prix des carburants et des produits alimentaires ; projet d'analyse préparé.

Note : L'évaluation de la vulnérabilité repose sur un cadre de notation structuré et multidimensionnel combinant des données qualitatives et quantitatives. La méthodologie intègre les informations fournies par les économistes pays de la Banque africaine de développement à un système de notation standardisé afin de garantir la comparabilité entre les pays. Chaque pays est évalué selon quatre dimensions clés : (i) l'exposition externe à la crise, (ii) les amortisseurs macroéconomiques, (iii) la capacité institutionnelle et (iv) la réponse politique. Chaque dimension est notée sur une échelle de 1 à 10, les scores les plus bas indiquant une vulnérabilité plus élevée et les scores les plus élevés une vulnérabilité plus faible, et donc une plus grande résilience. Le score global de vulnérabilité est calculé comme la moyenne simple des quatre dimensions. Afin de garantir la transparence et la facilité d'interprétation, chaque dimension se voit attribuer une pondération égale. Le score composite obtenu permet de classer les pays en trois catégories : vulnérabilité élevée (scores entre 1,0 et 4,0), vulnérabilité moyenne (4,1 à 6,5) et vulnérabilité faible (6,6 à 10,0). Cette classification est complétée par un système de feux tricolores pour faciliter l'interprétation visuelle. Ce cadre garantit la cohérence tout en permettant une évaluation au niveau national. Bien que la notation repose sur des caractéristiques observables des pays et sur des actions politiques concrètes, elle s'appuie sur l'évaluation d'économistes spécialistes afin de refléter les contextes propres à chaque pays. Cette approche garantit la rigueur et la pertinence de l'évaluation pour les politiques publiques. Le cadre d'analyse permet également d'identifier les points faibles de chaque pays, fournissant ainsi des pistes concrètes pour des interventions politiques ciblées.

